Sommaire

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

.....

II Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN

Autorité de surveillance AELE

- ★ **Décision de l'autorité de surveillance AELE n° 329/99/COL du 16 décembre 1999 étendant la période de validité des règles actuelles, instaurant de nouvelles lignes directrices pour les aides au sauvetage et à la restructuration des entreprises en difficulté et modifiant pour la vingt-deuxième fois les règles de procédure et de fond dans le domaine des aides d'État** 1

- ★ **Décision de l'Autorité de surveillance AELE n° 32/00/COL du 16 février 2000 instaurant des lignes directrices sur la coopération entre les juridictions nationales et l'Autorité de surveillance AELE dans le domaine des aides d'État et modifiant pour la vingt-deuxième fois les règles de procédure et de fond dans le domaine des aides d'État** 19

- ★ **Décision de l'Autorité de surveillance AELE n° 72/00/COL du 5 avril 2000 modifiant pour la vingt-sixième fois les règles de procédure et de fond dans le domaine des aides d'État et instaurant de nouvelles lignes directrices pour la fixation du taux d'intérêt de référence** 26

- ★ **Décision de l'Autorité de surveillance AELE n° 78/00/COL du 12 avril 2000 portant révision des directives d'application des dispositions de l'accord EEE en matière d'aides d'État aux garanties d'État et aux garanties accordées aux entreprises publiques du secteur manufacturier et modifiant pour la vingt-septième fois les règles de procédure et d'application dans le domaine des aides d'État** 29

- ★ **Recommandation de l'Autorité de surveillance AELE n° 67/00/COL du 24 mars 2000 concernant un programme coordonné de contrôle pour 2000 visant à garantir le respect des teneurs maximales en résidus de pesticides dans et sur les céréales et certains produits d'origine végétale, y compris les fruits et légumes** ... 36

- ★ **Recommandation de l'autorité de surveillance AELE n° 68/00/COL du 24 mars 2000 concernant un programme coordonné pour le contrôle officiel des denrées alimentaires pour 2000** 42

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN

AUTORITÉ DE SURVEILLANCE AELE

DÉCISION DE L'AUTORITÉ DE SURVEILLANCE AELE

N° 329/99/COL

du 16 décembre 1999

étendant la période de validité des règles actuelles, instaurant de nouvelles lignes directrices pour les aides au sauvetage et à la restructuration des entreprises en difficulté et modifiant pour la vingt-deuxième fois les règles de procédure et de fond dans le domaine des aides d'État

L'AUTORITÉ DE SURVEILLANCE AELE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen⁽¹⁾, et notamment ses articles 61 à 63,

vu l'accord entre les États de l'AELE relatif à l'institution d'une Autorité de surveillance et d'une Cour de justice⁽²⁾, et notamment son article 24 et l'article 1^{er} de son protocole 3,

considérant que, conformément à l'article 24 de l'accord Surveillance et Cour de justice, l'Autorité de surveillance AELE applique les dispositions de l'accord EEE en matière d'aides d'État;

considérant que, conformément à l'article 5, paragraphe 2, point b), de l'accord Surveillance et Cour de justice, l'Autorité de surveillance AELE publie des notes et des directives sur les sujets traités dans l'accord EEE, si celui-ci ou l'accord Surveillance et Cour de justice le prévoient expressément, ou si l'Autorité de surveillance AELE le juge nécessaire;

rappelant les règles de procédure et de fond dans le domaine des aides d'État⁽³⁾ adoptées le 19 janvier 1994 par l'Autorité de surveillance AELE⁽⁴⁾, en particulier les dispositions prévues au chapitre 16 (aides au sauvetage et à la restructuration des entreprises en difficulté);

⁽¹⁾ Ci-après dénommé «accord EEE».

⁽²⁾ Ci-après dénommé «accord Surveillance et Cour de justice».

⁽³⁾ Règles ci-après dénommées «encadrement des aides d'État».

⁽⁴⁾ Publiées initialement au JO L 231 du 3.9.1994 et dans son supplément EEE n° 32 de la même date; dernière modification (21^e) adoptée par décision n° 276/99/COL du 17 novembre 1999 (non encore publiée).

rappelant que les règles actuelles concernant les aides au sauvetage et à la restructuration des entreprises en difficulté, adoptées initialement le 19 octobre 1994⁽⁵⁾ et prolongées par la décision n° 297/97 du 17 décembre 1997 et par la décision n° 372/98 de l'Autorité du 16 décembre 1998, resteront applicables jusqu'au 31 décembre 1999;

considérant que la Commission européenne a adopté de nouvelles «Lignes directrices communautaires pour les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté»⁽⁶⁾;

considérant qu'il convient de maintenir une discipline stricte en matière d'aides au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté et de garantir une application uniforme des règles de l'EEE concernant les aides d'État dans l'ensemble de l'Espace économique européen;

considérant que, conformément au point II de la section «REMARQUE GÉNÉRALE» figurant à la fin de l'annexe XV de l'accord EEE, l'Autorité de surveillance AELE doit adopter, après consultation de la Commission européenne, des actes correspondant à ceux adoptés par la Commission, afin de préserver l'équivalence des conditions de concurrence;

ayant consulté la Commission européenne,

considérant que, lors d'une réunion multilatérale concernant les aides d'État, l'Autorité de surveillance AELE a consulté les États de l'AELE au sujet de l'instauration des nouvelles lignes directrices;

considérant que les nouvelles lignes directrices introduisent des obligations de notification spécifiques constituant des mesures utiles au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 1, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice, qui nécessitent l'accord des États de l'AELE concernés,

DÉCIDE:

1. L'encadrement des aides d'État est modifié comme suit: le chapitre 16 est remplacé par de nouvelles lignes directrices pour les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté et deux nouvelles annexes (annexe XIV — Formulaire de notification des aides *ad hoc* à la restructuration et annexe XV — Formulaire de notification pour les aides au sauvetage) sont ajoutées, telles qu'elles figurent à l'annexe I à la présente décision.
2. Le point 25.4 (7) du chapitre 25 de l'encadrement des aides d'État, tel que modifié pour la quatorzième fois le 4 novembre 1998, est libellé comme suit:

«Un investissement en capital fixe, réalisé sous la forme de reprise d'un établissement qui a fermé ou aurait fermé sans cette reprise, peut également être considéré comme investissement initial».
3. Les États de l'AELE sont informés de la présente décision par une lettre, à laquelle est jointe une copie de la décision, y compris de son annexe I, leur demandant de signifier leur accord au sujet des nouvelles lignes directrices dans un délai de six mois à compter de la date de la présente décision, dans la mesure où elles impliquent des mesures utiles au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 1, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice.
4. La Commission européenne est informée, conformément au point d) du protocole 27 de l'accord EEE, par communication d'une copie de la décision, y compris de son annexe I.
5. La présente décision, y compris son annexe I, est publiée dans la section EEE et au supplément EEE du *Journal officiel des Communautés européennes*.

⁽⁵⁾ Publiées initialement au JO L 383 du 31.12.1994 et dans son supplément EEE n° 59 de la même date.

⁽⁶⁾ Publiées au JO C 288 du 9.10.1999, p. 2.

6. Les lignes directrices modifiées, visées aux articles 1^{er} et 2, entrent en vigueur à la date de leur publication au *Journal officiel des Communautés européennes* et dans son supplément EEE. Jusqu'à cette date, les lignes directrices actuelles resteront d'application.
7. Le texte en langue anglaise de la présente décision fait foi.

Fait à Bruxelles, le 16 décembre 1999.

Par l'Autorité de surveillance AELE

Le président

Knut ALMESTAD

ANNEXE I

«16. AIDES AU SAUVETAGE ET À LA RESTRUCTURATION D'ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ⁽¹⁾»16.1. **Introduction**

- (1) L'Autorité de surveillance AELE a adopté ses premières lignes directrices pour les aides au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté en 1994⁽²⁾. Par décision du 16 décembre 1998, leur validité a été prolongée jusqu'au 31 décembre 1999⁽³⁾.
- (2) L'Autorité de surveillance AELE souhaite, par les présentes lignes directrices, dont le texte s'inspire des précédentes, apporter certains changements et certaines clarifications qui ont été motivés par différents facteurs. Tout d'abord, l'achèvement du marché intérieur et son incidence sur l'Espace économique européen imposent une vigilance accrue à l'égard des aides d'État. Deuxièmement, les sixième et septième rapports de la Commission européenne sur les aides d'État dans le secteur des produits manufacturés et certains autres secteurs de l'Union européenne⁽⁴⁾ révèlent une augmentation en volume des aides *ad hoc*, parmi lesquelles figurent principalement les aides au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté. Enfin, il est également souhaitable de durcir les règles relatives aux aides au sauvetage et à la restructuration, tout en tenant compte du rôle que des aides d'un montant adéquat peuvent jouer pour assurer l'accompagnement social des restructurations. L'Autorité de surveillance AELE entreprend donc de clarifier les règles applicables en matière d'aides au sauvetage et à la restructuration et de définir de façon plus rigoureuse les lignes directrices selon lesquelles elle procédera à leur examen, comme la Commission européenne l'a déjà fait pour les États membres de la Communauté.
- (3) Les aides d'État destinées à sauver des entreprises en difficulté de la faillite et à encourager leur restructuration ne peuvent être considérées comme légitimes que sous certaines conditions. Ce peut être le cas, par exemple, pour des raisons de politique sociale ou régionale, ou bien parce qu'il y a lieu de prendre en considération le rôle bénéfique que joue le secteur des petites et moyennes entreprises (PME) pour l'économie, ou encore, à titre exceptionnel, parce qu'il est souhaitable de maintenir une structure de marché concurrentielle lorsque la disparition d'entreprises pourrait aboutir à une situation de monopole ou d'oligopole étroit.

16.2. **Définitions et champ d'application des lignes directrices et liens avec d'autres textes en matière d'aides d'État**16.2.1. **Notion d'entreprise en difficulté**

- (1) Il n'existe pas de définition d'une entreprise en difficulté au sens de l'EEE. L'Autorité de surveillance AELE considère néanmoins qu'une entreprise est en difficulté au sens des présentes lignes directrices lorsqu'elle est incapable, avec ses propres ressources financières ou avec les ressources que sont prêts à lui apporter ses propriétaires/actionnaires et ses créanciers, d'enrayer des pertes qui la conduisent, en l'absence d'une intervention extérieure des pouvoirs publics, vers une mort économique quasi certaine à court ou à moyen terme.
- (2) En particulier, une entreprise est en tous cas, et quelle que soit sa taille, considérée comme étant en difficulté aux fins des présentes lignes directrices:
- s'il s'agit d'une société dont les associés ont une responsabilité limitée⁽⁵⁾, lorsque plus de la moitié de son capital souscrit a disparu⁽⁶⁾ et que plus du quart de ce capital a été perdu au cours des douze derniers mois ou
  - s'il s'agit d'une société à responsabilité illimitée⁽⁷⁾, lorsque plus de la moitié de ses fonds propres, tels qu'indiqués dans les livres de la société, a disparu et plus d'un quart de ces fonds a été perdu au cours des douze derniers mois, ou

⁽¹⁾ Ce chapitre correspond aux lignes directrices communautaires pour les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté (JO C 288 du 9.10.1999, p. 2).

⁽²⁾ Adoptées pour la première fois le 19 janvier 1994, publiées au JO L 231 du 3.9.1994 et dans son supplément EEE n° 32 à la même date. Lignes directrices modifiées le 19 octobre 1994, publiées au JO L 383 du 31.12.1994 et dans son supplément EEE n° 59 de la même date.

⁽³⁾ Publiées au JO C 111 du 22.4.1999 et dans son supplément EEE n° 17 de la même date.

⁽⁴⁾ COM(1998) 417 final; COM(1999) 148 final.

⁽⁵⁾ Il s'agit notamment des formes de société qui figurent à l'article 1^{er}, paragraphe 1, premier alinéa, de la directive 78/660/CEE du Conseil du 25 juillet 1978 (JO L 222 du 14.8.1978, p. 11), telle que modifiée, en particulier, par la directive 90/605/CEE du 8 novembre 1990 (JO L 317 du 16.11.1990, p. 60); voir point 4 de l'annexe XXII de l'accord EEE.

⁽⁶⁾ Par analogie avec les dispositions de la directive 77/91/CEE du Conseil du 13 décembre 1976 (JO L 26 du 30.1.1977, p. 1); voir point 2 de l'annexe XXII de l'accord EEE.

⁽⁷⁾ Il s'agit notamment des formes de société qui figurent à l'article 1^{er} de la directive 90/605/CEE du Conseil du 8 novembre 1990 (JO L 317 du 16.11.1990, p. 60); voir point 4 de l'annexe XXII de l'accord EEE.

- c) pour toutes les formes d'entreprises, lorsqu'elle remplit selon son droit national les conditions justifiant qu'elle soit soumise à une procédure collective fondée sur son insolvabilité.
- (3) Les difficultés d'une entreprise se manifestent habituellement par le niveau croissant des pertes, la diminution du chiffre d'affaires, les gonflement des stocks, la surcapacité, la diminution de la marge brute d'autofinancement, l'endettement croissant, la progression des charges financières ainsi que l'affaiblissement ou la disparition de la valeur de l'actif net. Dans les cas les plus graves, l'entreprise peut même être devenue insolvable ou se trouver en procédure collective de droit national fondée sur son insolvabilité. Dans ce dernier cas, les présentes lignes directrices s'appliquent aux aides qui interviendraient à l'occasion d'une telle procédure aboutissant à une continuation de l'entreprise. Dans tous les cas, l'entreprise n'est éligible qu'après vérification de son incapacité à assurer son redressement avec ses ressources propres, ou avec des fonds obtenus auprès de ses propriétaires/actionnaires ou de ses créanciers.
- (4) Aux fins des présentes lignes directrices, une entreprise nouvellement créée⁽⁸⁾ n'est pas éligible aux aides au sauvetage et à la restructuration, même si sa position financière initiale est précaire. C'est notamment le cas lorsque l'entreprise nouvelle est issue de la liquidation d'une entreprise préexistante, ou de la reprise de ses seuls actifs.
- (5) Une société faisant partie d'un groupe n'est pas en principe éligible aux aides au sauvetage et à la restructuration, sauf s'il peut être démontré que les difficultés de la société lui sont spécifiques et ne résultent pas d'une allocation arbitraire des coûts au sein du groupe, et que ces difficultés sont trop sévères pour être résolues par le groupe lui-même.

16.2.2. Définition des aides au sauvetage et à la restructuration

- (1) Les aides au sauvetage et à la restructuration sont traitées dans les mêmes lignes directrices car, dans les deux cas; les pouvoirs publics se trouvent devant une entreprise en difficulté et le sauvetage et la restructuration sont souvent deux phases d'une seule opération, même s'ils répondent à des mécanismes distincts.
- (2) Une aide au sauvetage est par nature transitoire. Elle doit permettre de maintenir en vie une entreprise en difficulté pendant une période correspondant au délai nécessaire pour l'élaboration d'un plan de restructuration ou de liquidation et/ou au délai nécessaire pour que l'Autorité de surveillance AELE statue sur ce plan.
- (3) Une restructuration, en revanche, se fonde sur un plan réaliste, cohérent et de grande envergure, visant à rétablir la viabilité à long terme d'une entreprise. Elle comporte habituellement un ou plusieurs des éléments suivants: la réorganisation et la rationalisation des activités de l'entreprise sur une base plus efficace, la conduisant généralement à se désengager des activités déficitaires, à restructurer celles dont la compétitivité peut être rétablie et, parfois, à se diversifier en se tournant vers de nouvelles activités rentables. Normalement, la restructuration industrielle doit s'accompagner d'une restructuration financière (injections de capital, désendettement). En revanche une restructuration au sens des présentes lignes directrices ne peut se limiter seulement à une aide financière destinée à combler les pertes antérieures, sans intervention sur les causes de ces pertes.

16.2.3. Champ d'application

- (1) Les lignes directrices s'appliquent aux entreprises de tous les secteurs (à l'exception de ceux couverts par l'article 27 et le protocole 14 de l'accord EEE relatifs aux produits du charbon et de l'acier), sans préjudice des règles sectorielles spécifiques relatives aux entreprises en difficulté⁽⁹⁾.

16.2.4. Champ d'application de l'article 61, paragraphe 1, de l'accord EEE

- (1) Les aides d'État destinées au sauvetage ou à la restructuration des entreprises en difficulté ont tendance, par leur nature même, à fausser la concurrence. Dans la mesure où elles affectent les échanges entre les parties contractantes, elles entrent dans le champ d'application de l'article 61, paragraphe 1, de l'accord EEE.
- (2) Les aides à la restructuration peuvent revêtir des formes variées, telles que des injections de capital, des annulations de dettes, des prêts, des allègements fiscaux, des réductions des cotisations de sécurité sociale ou des garanties de prêts. En revanche, et sauf si des dispositions contenues dans d'autres textes de l'EEE en matière d'aides d'État prévoient expressément le contraire, les aides au sauvetage doivent se limiter aux prêts ou aux garanties de prêts (section 16.3.1).

⁽⁸⁾ La création par une entreprise d'une filiale qui n'est instituée que pour recevoir ses actifs et éventuellement son passif n'est pas considérée comme la création d'une entreprise nouvelle.

⁽⁹⁾ De telles règles spécifiques existent dans le secteur de la construction navale [règlement (CE) n° 1540/98 du Conseil du 29 juin 1998, JO L 202 du 18.7.1998, p. 1]; voir point 1 b) de l'annexe XV de l'accord EEE, dans le secteur automobile (chapitre 23 des présentes lignes directrices) et dans le secteur du transport aérien (chapitre 30 des présentes lignes directrices).

- (3) La source de l'aide peut se situer à n'importe quel niveau d'administration⁽¹⁰⁾, national, régional ou local, ou émaner de toute "entreprise publique" selon la définition qu'en donne l'article 2 de l'acte visé au point 1 de l'annexe XV de l'accord EEE⁽¹¹⁾. Ainsi, par exemple, les aides au sauvetage ou à la restructuration peuvent provenir de *holdings* publics ou de sociétés d'investissement financées sur des fonds publics⁽¹²⁾.
- (4) Afin de déterminer si des injections de capital par les pouvoirs publics dans des entreprises leur appartenant renferment des éléments d'aide, le critère retenu est celui du principe de "l'investisseur privé en économie de marché"⁽¹³⁾. Selon ce principe, l'apport ou la garantie d'un financement à une entreprise ne sont pas considérés comme une aide lorsque, dans les mêmes circonstances, un investisseur privé rationnel dans une économie de marché aurait apporté les fonds nécessaires.
- (5) En revanche, lorsqu'un financement est apporté ou garanti par l'État à une entreprise en difficulté financière, il doit être considéré comme probable que les transferts financiers contiennent des éléments d'aides d'État. C'est pourquoi ces transactions financières doivent être communiquées au préalable à l'Autorité de surveillance AELE, éventuellement par le biais de la notification d'un régime, conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 3, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice⁽¹⁴⁾. La présomption de l'existence d'une aide est renforcée lorsqu'existe une surcapacité structurelle à l'échelle de l'Espace économique européen (EEE) dans un marché sur lequel le bénéficiaire de l'aide exerce des activités ou que le secteur dans son ensemble est en difficulté.
- (6) Les modifications quant à la propriété de l'entreprise bénéficiaire ne doivent pas affecter l'appréciation des aides au sauvetage ou à la restructuration.

16.2.5. **Compatibilité avec le fonctionnement de l'accord EEE**

- (1) L'article 61, paragraphes 2 et 3, de l'accord EEE prévoit les possibilités de compatibilité avec le fonctionnement de l'accord EEE des aides qui entrent dans le champ d'application de l'article 61, paragraphe 1. Mis à part les cas de dommages causés par des calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires [article 61, paragraphe 2, point b)], qui ne sont pas traités ici, la seule base de compatibilité pour les aides au sauvetage ou à la restructuration octroyées à des entreprises en difficulté est l'article 61, paragraphe 3, point c). En vertu de celui-ci, l'Autorité de surveillance AELE a le pouvoir d'autoriser "les aides destinées à faciliter le développement de certaines activités économiques [...] quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun".
- (2) L'Autorité de surveillance AELE considère que les aides au sauvetage et à la restructuration peuvent contribuer au développement d'activités économiques sans affecter les échanges dans une mesure contraire à l'intérêt des parties contractantes lorsque les conditions définies dans les présentes lignes directrices sont remplies. Lorsque les entreprises qui doivent faire l'objet d'un sauvetage ou d'une restructuration sont situées dans des régions assistées, l'Autorité de surveillance AELE tiendra compte des considérations d'ordre régional mentionnées à l'article 61, paragraphe 3, points a) et c), selon les modalités exposées au point 16.3.2.5.

16.2.6. **Autres règles de l'EEE**

- (1) Il convient de rappeler que l'Autorité de surveillance AELE ne peut pas autoriser les aides au sauvetage ou à la restructuration des entreprises en difficulté lorsque les conditions et les modalités de l'aide contreviennent aux dispositions de l'accord EEE et/ou de l'accord Surveillance et Cour de justice (et du droit dérivé) autres que l'article 61 de l'accord EEE ou l'article 1^{er} du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice.

16.3. **Conditions générales d'autorisation des aides au sauvetage et à la restructuration notifiées individuellement à l'Autorité de surveillance AELE**

- (1) Le présent point concerne uniquement les aides notifiées individuellement à l'autorité de surveillance AELE. Sous certaines conditions, l'Autorité de surveillance AELE peut autoriser des régimes d'aide au sauvetage et à la restructuration. Les conditions d'autorisation de tels régimes sont énoncées au point 16.4.

⁽¹⁰⁾ Y compris les aides cofinancées au titre de mesures mises en œuvre conjointement par les parties contractantes.

⁽¹¹⁾ Directive 80/723/CEE de la Commission du 25 juin 1980 relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques (JO L 195 du 29.7.1980, p. 35), telle que modifiée (JO L 254 du 12.10.1993, p. 16); voir point 1 de l'annexe XV de l'accord EEE.

⁽¹²⁾ Voir l'arrêt rendu par la Cour de justice des Communautés européennes le 22 mars 1977, affaire 78/76, Steinike und Weinlig contre Allemagne, Recueil 1977, p. 595; Crédit Lyonnais contre Usinor-Sacilor, communiqué de presse de la Commission IP(91) 1045.

⁽¹³⁾ Voir le chapitre 20 du présent encadrement des aides d'État concernant l'application des dispositions relatives aux aides d'État aux entreprises publiques dans le secteur manufacturier.

⁽¹⁴⁾ Voir notamment la section 20.5 du chapitre 20 du présent encadrement des aides d'État concernant l'application des dispositions relatives aux aides d'État aux entreprises publiques dans le secteur manufacturier.

16.3.1. Aides au sauvetage

- (1) Pour être autorisées par l'Autorité de surveillance AELE, les aides au sauvetage, telles qu'elles sont définies au point 16.2.2 (2), doivent ⁽¹⁵⁾:
- a) consister en des aides de trésorerie prenant la forme de garanties de crédits ou de crédits ⁽¹⁶⁾. Dans les deux cas de figure, le crédit doit être soumis à un taux au moins comparable aux taux observés pour des prêts à des entreprises saines, et notamment aux taux de référence adoptés par l'Autorité de surveillance AELE;
  - b) être liées à des crédits dont la durée de remboursement qui suit le dernier versement à l'entreprise des sommes prêtées ne dépasse pas douze mois ⁽¹⁷⁾;
  - c) être justifiées par des raisons sociales aiguës et ne pas avoir des effets graves de débordement (*spillover*) négatif dans d'autres États de l'AELE ou États membres de la Communauté;
  - d) être accompagnées, lors de leur notification, d'un engagement de l'État de l'AELE de transmettre à l'Autorité de surveillance AELE, dans un délai de six mois à compter de l'autorisation de l'aide au sauvetage, soit un plan de restructuration, soit un plan de liquidation, soit la preuve que le prêt a été intégralement remboursé et/ou qu'il a été mis fin à la garantie;
  - e) se borner dans leur montant à ce qui est nécessaire pour l'exploitation de l'entreprise (par exemple, la couverture des charges salariales ou des approvisionnements courants) pendant la période pour laquelle l'aide est autorisée.
- (2) L'autorisation initiale de l'aide au sauvetage couvre une période d'un maximum de six mois ou, si l'État de l'AELE a soumis un plan de restructuration dans ce délai, jusqu'à ce que l'Autorité de surveillance AELE statue sur ce plan. Suite à l'autorisation initiale, et dans des cas exceptionnels dûment justifiés, l'Autorité de surveillance AELE pourra autoriser une prolongation du délai initial de six mois à la demande de l'État de l'AELE.
- (3) L'aide au sauvetage est une opération exceptionnelle visant à maintenir l'activité pendant une période limitée, au cours de laquelle l'avenir de l'entreprise peut être évalué. Au contraire, des opérations répétées de sauvetage qui se borneraient à maintenir le *statu quo*, à retarder l'inévitable et à transférer entre-temps les problèmes économiques et sociaux sur d'autres producteurs plus performants ou sur d'autres États de l'AELE ou États membres de la Communauté européenne ne peuvent être autorisées.
- (4) Si l'État de l'AELE n'a pas respecté dans le délai de six mois l'engagement prévu au point 16.3.1 (1) d), et en l'absence d'une demande dûment justifiée de sa prolongation, l'Autorité de surveillance AELE ouvrira la procédure prévue à l'article 1^{er}, paragraphe 2, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice.
- (5) L'autorisation de l'aide au sauvetage ne préjuge pas de l'approbation ultérieure de l'aide octroyée dans le cadre d'un plan de restructuration, laquelle doit être appréciée sur la base de ses caractéristiques propres.

16.3.2. Aides à la restructuration

16.3.2.1. Principe de base

- (1) Les aides à la restructuration posent des problèmes particuliers en matière de concurrence, étant donné qu'elles peuvent aboutir à transférer une part inéquitable de la charge d'une adaptation structurelle et des

⁽¹⁵⁾ Les éléments d'information indispensables pour que l'Autorité de surveillance AELE puisse procéder de manière satisfaisante à l'examen de l'aide sont énumérés à l'annexe XV des présentes lignes directrices.

⁽¹⁶⁾ Une exception peut être faite s'il s'agit des aides au sauvetage dans le secteur bancaire, afin de permettre à l'établissement de crédit en question de continuer temporairement à exercer son activité bancaire en conformité avec la législation prudentielle en vigueur [directive 89/647/CEE du Conseil du 18 décembre 1989 relative à un ratio de solvabilité des établissements de crédit (JO L 386 du 30.12.1989, p. 14); voir chapitre II, point 18, de l'annexe IX de l'accord EEE]. Le cas échéant, toute aide d'une forme autre que prévue par ce point b), notamment une injection de capital ou un prêt subordonné, sera prise en compte lors de l'examen éventuel de contreparties dans le cadre d'un plan de restructuration aux termes du point 16.3.2.2 (1) c) des présentes lignes directrices.

⁽¹⁷⁾ Le remboursement du prêt lié à l'aide au sauvetage peut éventuellement être couvert par l'aide à la restructuration qui serait autorisée ultérieurement par l'Autorité de surveillance AELE.

problèmes sociaux et économiques qui en découlent à d'autres producteurs qui ne bénéficient pas d'une aide, ainsi qu'à d'autres États de l'AELE et/ou États membres de la Communauté européenne. Le principe général doit donc être de n'autoriser une aide à la restructuration que dans les cas où l'on peut démontrer que son octroi n'est pas contraire au fonctionnement de l'accord EEE. Cela ne sera possible qu'en fonction de critères stricts, et de l'assurance que les éventuelles distorsions de concurrence seront compensées par les avantages issus du maintien en vie de l'entreprise (en particulier, s'il est établi que l'effet net des licenciements, suite à la faillite de l'entreprise, combiné aux effets sur les fournisseurs, exacerberait les problèmes locaux, régionaux ou nationaux en matière d'emploi, ou exceptionnellement que sa disparition aboutirait à une situation de monopole ou d'oligopole étroit) et, le cas échéant, par des contreparties suffisantes en faveur des concurrents.

16.3.2.2. Conditions d'autorisation d'une aide

- (1) Sous réserve des dispositions spéciales concernant les zones assistées, les petites et moyennes entreprises (voir points 16.3.2.5 et 16.3.2.6), l'Autorité de surveillance AELE n'autorise une aide que sous les conditions définies ci-après.

a) Éligibilité de l'entreprise

L'entreprise doit pouvoir être considérée comme étant en difficulté au sens des présentes lignes directrices (voir point 16.2.1).

b) Retour à la viabilité

L'octroi de l'aide est conditionné à la mise en œuvre du plan de restructuration qui aura été, pour toutes les aides individuelles, validé par l'Autorité de surveillance AELE.

Le plan de restructuration, dont la durée doit être aussi limitée que possible, doit permettre de rétablir dans un délai raisonnable la viabilité à long terme de l'entreprise, sur la base d'hypothèses réalistes concernant les conditions d'exploitation future. L'aide à la restructuration doit donc être liée à un plan viable de restructuration, sur lequel l'État de l'AELE concerné s'engage. Ce plan doit être présenté à l'Autorité de surveillance AELE avec toutes les précisions nécessaires, dont notamment une étude de marché⁽¹⁸⁾. L'amélioration de la viabilité doit résulter principalement de mesures internes prévues par le plan de restructuration. Elle ne pourrait être basée sur des facteurs externes, sur lesquels l'entreprise ne peut guère influencer, tels que des variations de prix ou de la demande, que si les hypothèses avancées sur l'évolution du marché sont largement acceptées. Une restructuration doit impliquer l'abandon des activités, qui, même après restructuration, resteraient structurellement déficitaires.

Le plan de restructuration décrit les circonstances ayant entraîné les difficultés de l'entreprise, ce qui permet d'évaluer si les mesures proposées sont adaptées. Il tient compte, notamment, de la situation et de l'évolution prévisible de l'offre et de la demande sur le marché des produits concernés, avec des scénarios traduisant des hypothèses optimistes, pessimistes et médianes ainsi que des forces et faiblesses spécifiques de l'entreprise. Il permet pour l'entreprise une transition vers une nouvelle structure qui lui donne des perspectives de viabilité à long terme et la possibilité de fonctionner avec ses propres ressources.

Le plan de restructuration doit proposer une mutation de l'entreprise telle que cette dernière puisse couvrir, une fois la restructuration achevée, tous ses coûts, y compris les coûts d'amortissement et les charges financières. La rentabilité escomptée des capitaux propres de l'entreprise restructurée devra être suffisante pour lui permettre d'affronter la concurrence en ne comptant plus que sur ses seules forces.

c) Prévention des distorsions de concurrence indues

Des mesures doivent être prises pour atténuer, autant que possible, les conséquences défavorables de l'aide pour les concurrents. À défaut, l'aide devrait être considérée comme "contraire à l'intérêt commun" et donc incompatible avec le fonctionnement de l'accord EEE.

⁽¹⁸⁾ Les éléments d'information indispensables pour que l'Autorité de surveillance AELE puisse procéder de manière satisfaisante à l'examen de l'aide sont énumérés à l'annexe XIV des présentes lignes directrices.

Cette condition se traduit, le plus souvent, par une limitation de la présence que l'entreprise peut assumer sur son ou ses marchés à l'issue de la période de restructuration. Si le ou les marchés en cause⁽¹⁹⁾ sont négligeables du point de vue de l'EEE, ou si la ou les parts de ces marchés détenues par l'entreprise sont négligeables, il doit être estimé qu'il n'y a pas de distorsion induite de la concurrence. De ce fait, il doit être considéré que cette condition ne s'applique en principe pas aux petites et moyennes entreprises, sauf si des dispositions sectorielles dans les règles de concurrence en matière d'aides d'État stipulent le contraire.

La limitation ou la réduction forcée de la présence sur le ou les marchés en cause sur lesquels l'entreprise opère représente une contrepartie pour les concurrents. Cette contrepartie doit être en rapport avec les effets de distorsion causés par l'aide, et notamment en rapport avec le poids relatif de l'entreprise sur son ou ses marchés. L'Autorité de surveillance AELE détermine son ampleur sur la base de l'étude de marché jointe au plan de restructuration et, lorsque la procédure a été ouverte, sur la base des éléments d'information fournis par les intervenants. La réduction de présence de l'entreprise est mise en œuvre par le plan de restructuration et les conditions qui peuvent y être attachées.

Un assouplissement de la nécessité de contreparties peut être envisagé si cette réduction ou limitation risque de conduire à une détérioration manifeste de la structure du marché, par exemple en ayant pour effet indirect de créer un monopole ou une situation d'oligopole étroit.

Les contreparties pourront prendre des formes différentes, selon que l'entreprise opère ou non dans un marché surcapacitaire. Dans son appréciation de la nature surcapacitaire ou non du marché, l'Autorité de surveillance AELE peut prendre en compte tous les éléments utiles dont elle a connaissance:

- i) dans le cas où il existe une surcapacité structurelle à l'échelle de la Communauté et de l'EEE dans un marché sur lequel le bénéficiaire de l'aide poursuit des activités, le plan de restructuration doit alors contribuer à son assainissement, en fonction de l'aide reçue et de son effet sur le marché en cause, par une réduction irréversible des capacités de production. Une réduction de capacités est irréversible lorsque les actifs concernés sont rendus définitivement incapables de produire au niveau antérieur, ou définitivement aménagés en vue d'un autre usage. À cet égard, la vente de capacités de production à des concurrents n'est pas une mesure suffisante, sauf si les installations sont destinées à être utilisées dans un marché géographique où leur exploitation permanente ne devrait pas avoir de conséquences importantes sur la situation de la concurrence dans l'EEE. Les exigences de réduction de capacités doivent contribuer à la diminution de la présence de l'entreprise aidée sur son ou ses marchés;
- ii) dans le cas où, en revanche, il n'y a pas dans la Communauté ni dans l'EEE de surcapacités structurelles sur un marché desservi par le bénéficiaire de l'aide, l'Autorité de surveillance AELE examinera néanmoins l'opportunité d'exiger des contreparties. Dans les cas où celles-ci comprennent une réduction de la capacité de l'entreprise concernée, cette réduction pourra prendre la forme de cessions d'actifs ou de filiales. L'Autorité de surveillance AELE devra examiner les contreparties proposées par l'État de l'AELE, sous quelque forme que ce soit, et déterminer si l'ampleur de ces dernières est suffisante pour atténuer les effets potentiels de distorsion de concurrence. Dans l'examen des contreparties nécessaires, l'Autorité de surveillance AELE tiendra compte de la situation du marché, et notamment de son niveau de croissance et du degré de couverture de la demande.

d) Aide limitée au minimum

Le montant et l'intensité de l'aide doivent être limités au strict minimum nécessaire pour permettre la restructuration en fonction des disponibilités financières de l'entreprise, de ses actionnaires ou du groupe commercial dont elle fait partie. Les bénéficiaires de l'aide doivent contribuer de manière importante au plan de restructuration sur leurs propres ressources, y compris par la vente d'actifs, lorsque ceux-ci ne sont pas indispensables à la survie de l'entreprise, ou par un financement extérieur obtenu aux conditions du marché. Pour limiter les distorsions de concurrence, il convient d'éviter que l'aide ne soit accordée sous une forme ou dans un montant qui amène l'entreprise à disposer de liquidités excédentaires qu'elle pourrait consacrer à des activités agressives susceptibles de provoquer des distorsions sur le marché et qui ne seraient pas liées au processus de restructuration. À cet effet, l'Autorité de surveillance AELE examine le niveau du passif de l'entreprise après sa restructuration, y compris après tout report ou réduction des créances, notamment dans le cadre de

⁽¹⁹⁾ Tel que défini au point 26.7 (6) du chapitre 26 du présent encadrement des aides d'États concernant l'encadrement multisectoriel des aides à finalité régionale en faveur des grands projets d'investissement: "le ou les marchés de produits en cause, pour l'évaluation de la part de marché, comprennent les produits envisagés dans le projet d'investissement ainsi que, s'il y a lieu, les produits considérés comme interchangeables par le consommateur (en raison de leurs caractéristiques, de leur prix et de l'usage auquel ils sont destinés) ou par le producteur (en raison de la flexibilité de ses installations de production). Le marché géographique en cause comprend, en principe, l'EEE ou, selon le cas, toute partie substantielle du territoire de l'EEE si les conditions de concurrence y diffèrent de manière appréciable de celles qui prévalent dans le reste de l'EEE. S'il y a lieu, le ou les marchés en cause peuvent être considérés comme étant de dimension mondiale". Il est précisé par note de bas de page que, en cas de production de biens intermédiaires, le marché en cause peut être celui du produit final si l'essentiel de la production n'est pas écoulé sur le marché du bien intermédiaire.

sa continuation suite à une procédure collective de droit national fondée sur son insolvabilité⁽²⁰⁾. L'aide ne doit pas servir non plus à financer de nouveaux investissements qui ne sont pas indispensables au retour à la viabilité.

Dans tous les cas, il doit être démontré à l'Autorité de surveillance AELE que l'aide ne servira qu'au rétablissement de la viabilité de l'entreprise et qu'elle ne permettra pas à son bénéficiaire, durant la mise en œuvre du plan de restructuration, de développer sa capacité de production, sauf si cela est nécessaire pour rétablir la viabilité de l'entreprise sans pour autant fausser la concurrence.

e) Conditions spécifiques applicables à l'autorisation d'une aide

Outre les mesures de contrepartie décrites au point c) ci-dessus, et au cas où de telles dispositions n'ont pas été prises par l'État de l'AELE concerné, l'Autorité de surveillance AELE peut imposer les conditions et obligations qu'elle juge nécessaires pour que la concurrence ne soit pas faussée dans une mesure contraire à l'intérêt commun. Celles-ci peuvent notamment obliger l'État de l'AELE concerné:

- i) à prendre lui-même des mesures (par exemple, l'obligation d'ouvrir certains marchés à d'autres opérateurs de l'EEE);
  - ii) à imposer certaines mesures au bénéficiaire [par exemple, de ne pas agir en tant que chef de file tarifaire (*price leader*) sur certains marchés];
  - iii) à ne pas octroyer au bénéficiaire des aides au titre d'autres objectifs pendant la période de restructuration.
- f) Mise en œuvre complète du plan de restructuration et respect des conditions imposées

L'entreprise doit mettre en œuvre intégralement le plan de restructuration qui a été accepté par l'Autorité de surveillance AELE et doit exécuter toute autre obligation prévue dans la décision de l'Autorité de surveillance AELE. L'Autorité de surveillance AELE considère le non-respect du plan ou des obligations comme un abus de l'aide.

Pour les restructurations portant sur plusieurs années et mobilisant des aides importantes, l'Autorité de surveillance AELE pourra exiger que l'aide à la restructuration soit fractionnée en plusieurs versements. Elle pourra conditionner les versements:

- i) à la confirmation préalable à chaque versement de la bonne mise en œuvre du plan de restructuration à chacune de ses étapes dans le respect du calendrier prévu;
- ii) à son autorisation préalable de chaque versement après vérification de cette bonne mise en œuvre.

g) Contrôle et rapport annuel

L'Autorité de surveillance AELE doit être mise en mesure de s'assurer du bon déroulement du plan de restructuration au moyen de rapports réguliers et détaillés, qui lui sont communiqués par l'État de l'AELE concerné.

En ce qui concerne les aides en faveur de grandes entreprises, le premier de ces rapports devra normalement être présenté à l'Autorité de surveillance AELE au plus tard six mois après la date de l'autorisation de l'aide. Les rapports devront être ensuite envoyés à l'Autorité de surveillance AELE, au minimum sur une base annuelle, à échéance fixe, tant que les objectifs du plan de restructuration ne seront pas considérés comme atteints. Ils contiendront toutes les informations nécessaires à l'Autorité de surveillance AELE pour lui permettre de contrôler la mise en œuvre du programme de restructuration, le calendrier des versements à l'entreprise et la situation financière de celle-ci ainsi que le respect des conditions et obligations fixées dans la décision d'autorisation. Ils contiendront, notamment, toutes les données utiles relatives aux aides, à quelque finalité que ce soit, *ad hoc* ou dans le cadre de régimes, que l'entreprise a pu recevoir pendant la période de restructuration (voir le point 16.5.2). Si l'Autorité de surveillance AELE a besoin que certaines informations essentielles, telles que des fermetures ou des réductions de capacités, lui soient confirmées à temps, elle pourra exiger des rapports plus fréquents.

En ce qui concerne les aides en faveur de petites et moyennes entreprises, la transmission annuelle du compte de résultat et du bilan de la société aidée sera normalement suffisante, sauf s'il existe des dispositions plus contraignantes dans la décision d'autorisation.

⁽²⁰⁾ Voir la troisième phrase du point 16.2.1 (3).

16.3.2.3. Principe de "l'aide unique" ("one time, last time")

- (1) Afin d'éviter tout soutien abusif, les aides à la restructuration ne doivent être accordées qu'une seule fois. Lorsque l'Autorité de surveillance AELE est saisie d'un projet d'aide à la restructuration, l'État de l'AELE doit préciser si l'entreprise a déjà bénéficié dans le passé d'une aide d'État à la restructuration, y compris toute aide octroyée avant l'entrée en vigueur des présentes lignes directrices et toute aide non notifiée⁽²¹⁾. Si tel est le cas et si la période de restructuration s'est achevée⁽²²⁾, ou si le plan a cessé d'être mis en exécution, depuis moins de dix ans, l'Autorité de surveillance AELE n'autorisera normalement⁽²³⁾ pas l'octroi d'une nouvelle aide à la restructuration, sauf circonstances exceptionnelles, imprévisibles et non imputables à l'entreprise. La circonstance imprévisible est celle qui ne pouvait être aucunement anticipée au moment où le plan de restructuration a été élaboré.
- (2) Les modifications du statut de propriété de l'entreprise bénéficiaire suite à l'octroi d'une aide ainsi que toute procédure judiciaire ou administrative qui a pour effet d'assainir son bilan, de réduire ses créances ou d'apurer ses dettes antérieures n'affectent en rien l'application de cette règle dès lors qu'il s'agit de la continuation d'une même entreprise.
- (3) Dans le cas d'une entreprise qui reprend des actifs d'une autre entreprise, notamment qui a été soumise à l'une des procédures évoquée au point 16.3.2.3 (2) ou à une procédure collective de droit national fondée sur son insolvabilité et qui, elle-même, a déjà reçu une aide au sauvetage ou à la restructuration, le repreneur n'est pas soumis à la condition de l'aide unique pour autant que les trois conditions suivantes sont réunies:
  - a) le repreneur est clairement distinct de l'ancienne entreprise;
  - b) il a racheté les actifs cédés par l'ancienne entreprise au prix du marché (évitant ainsi toute "fuite" vers la nouvelle entreprise des aides versées à l'ancienne);
  - c) la liquidation ou le redressement et le rachat ne sont pas simplement des formules visant à éviter l'application du principe de "l'aide unique" (ce que l'Autorité de surveillance AELE pourrait constater comme étant le cas si, par exemple, les difficultés subies par le repreneur étaient clairement prévisibles lors du rachat des actifs de l'ancienne entreprise).
- (4) Toutefois, il convient de rappeler ici que les aides au rachat des actifs, étant des aides à l'investissement initial, ne sont pas susceptibles d'être autorisées au titre des présentes lignes directrices [voir également le point 16.2.1 (4)].

16.3.2.4. Modification du plan de restructuration

- (1) Si une aide à la restructuration a été autorisée, l'État de l'AELE concerné peut, pendant la période de restructuration, demander à l'Autorité de surveillance AELE d'accepter des modifications du plan de restructuration et du montant de l'aide. L'Autorité de surveillance AELE peut autoriser de telles modifications si elles respectent les règles suivantes:
  - a) le plan révisé doit faire apparaître un retour à la viabilité toujours dans un délai raisonnable;
  - b) si le montant de l'aide est augmenté, l'importance de toute contrepartie exigée devra être plus élevée qu'initialement arrêtée;
  - c) si les contreparties proposées sont moindres que celles initialement prévues, le montant de l'aide doit être réduit en conséquence;
  - d) le nouveau calendrier de la mise en place des contreparties pourra traduire un retard par rapport à celui initialement adopté seulement pour des raisons non imputables à l'entreprise ou à l'État de l'AELE. Si tel n'est pas le cas, le montant de l'aide doit être réduit en conséquence.

⁽²¹⁾ En ce qui concerne les aides non notifiées, l'Autorité de surveillance AELE tient compte dans son analyse de la possibilité que l'aide puisse être déclarée compatible avec le fonctionnement de l'accord EEE.

⁽²²⁾ Sauf indication contraire, la date d'achèvement de la restructuration sera normalement la date limite pour la mise en œuvre des différentes mesures prévues dans le plan de restructuration (voir le point IV, sixième tiret, de l'annexe XIV des présentes lignes directrices).

⁽²³⁾ Compte tenu du degré de libéralisation et des spécificités de chaque secteur, deux situations sont à noter:

— dans le secteur du transport aérien, entièrement libéralisé depuis 1997, l'Autorité de surveillance AELE fera application du principe de l'aide unique dans les limites et conditions des lignes directrices relatives aux aides d'État dans le secteur de l'aviation (voir chapitre 30 du présent encadrement des aides d'État),

— dans d'autres secteurs, si les effets de la libéralisation des marchés de l'EEE préalablement fermés à la libre concurrence ont provoqué de nouvelles circonstances économiques, des dérogations peuvent être envisagées.

16.3.2.5. Aides à la restructuration dans les régions assistées

- (1) L'Autorité de surveillance AELE doit tenir compte des besoins du développement régional lorsqu'elle apprécie une aide à la restructuration dans les régions assistées. Néanmoins, le fait qu'une entreprise en difficulté soit située dans une de ces régions ne justifie pas une approche permissive à l'égard de ces aides: à moyen et à long terme, le soutien artificiel d'entreprises n'aide pas une région. Par ailleurs, compte tenu du montant limité des ressources consacrées à la promotion du développement régional, il est de l'intérêt des régions concernées que ces ressources soient utilisées pour développer le plus rapidement possible d'autres activités viables et durables. Enfin, les distorsions de concurrence doivent être réduites au minimum, même dans le cas d'aides aux entreprises situées dans des régions assistées.
- (2) Les critères énumérés aux points 16.3.2.2, 16.3.2.3 et 16.3.2.4 sont donc également applicables aux régions assistées, même si l'on tient compte des besoins du développement régional. Toutefois, pour ces régions assistées, et sauf indication contraire dans des règles sectorielles, les conditions de l'autorisation de l'aide pourront être moins exigeantes pour ce qui concerne l'obtention de contreparties. Si les besoins du développement régional le justifient, la réduction de capacités sera inférieure à celle qui est requise dans les régions non assistées et une distinction sera faite entre les régions pouvant bénéficier d'une aide régionale en vertu de l'article 61, paragraphe 3, point a), de l'accord EEE et celles pouvant bénéficier des dispositions de l'article 61, paragraphe 3, point c), afin de tenir compte de la gravité accrue des problèmes régionaux dans les premières.

16.3.2.6. Aides à la restructuration des petites et moyennes entreprises (PME)

- (1) Les aides accordées aux entreprises appartenant à la catégorie des PME⁽²⁴⁾ altèrent généralement moins les conditions des échanges que les aides octroyées à de grandes entreprises. Ces considérations valent également pour les aides à la restructuration, de sorte que les conditions énoncées au point 16.3.2.2 sont appliquées de manière moins rigoureuse: l'octroi d'aides ne sera pas lié de manière générale à des contreparties [voir le point 16.3.2.2 (1) c)], sauf s'il existe des stipulations contraires dans des dispositions sectorielles en matière d'aides d'État, et les contraintes en matière de contenu des rapports seront moindres [voir le point 16.3.2.2 (1) g)]. En revanche, le principe de "l'aide unique" (point 16.3.2.3) s'applique pleinement aux PME.

16.3.2.7. Aides destinées à couvrir les coûts sociaux de la restructuration

- (1) Les plans de restructuration impliquent normalement des réductions ou un abandon des activités affectées. De telles réductions sont souvent nécessaires dans un but de rationalisation et d'efficacité, indépendamment des réductions de capacités auxquelles peut être subordonné l'octroi de l'aide [notamment dans le cas où il existe une surcapacité structurelle à l'échelle de l'Espace économique européen: voir le point 16.3.2.2 (1) c)]. Quelle qu'en soit la raison, ces mesures entraînent généralement une compression des effectifs de l'entreprise.
- (2) La législation du travail des États de l'AELE comporte parfois des régimes généraux de sécurité sociale dans le cadre desquels les indemnités de licenciement et les retraites anticipées sont payées directement au personnel licencié. Ces régimes ne sont pas considérés comme une aide d'État tombant sous le coup de l'article 61, paragraphe 1, pour autant que l'État traite directement avec le personnel et que l'entreprise soit tenue à l'écart de toute libéralité.
- (3) Outre les indemnités de licenciement et les retraites anticipées destinées au personnel, les régimes généraux de sécurité sociale prévoient fréquemment que le gouvernement couvre le coût des indemnités consenties par l'entreprise au personnel licencié au-delà de ses obligations légales ou contractuelles. Lorsque ces régimes sont applicables d'une façon générale, sans limitation sectorielle, à tout travailleur qui remplit des conditions fixées au préalable et qu'ils prévoient l'octroi automatique de ces avantages, ils ne sont pas considérés comme impliquant, pour les entreprises en cours de restructuration, une aide tombant sous le coup de l'article 61, paragraphe 1. En revanche, si ces régimes servent à encourager la restructuration dans des secteurs précis, ils peuvent impliquer une aide en raison de leur approche sélective⁽²⁵⁾.
- (4) Les obligations qu'une entreprise doit assumer en vertu de la législation sur le travail ou de conventions collectives conclues avec les syndicats en matière d'indemnités de licenciement et/ou de retraites anticipées font partie des coûts normaux qu'une entreprise doit financer sur ses propres ressources. Dans ces conditions, toute contribution de l'État à ces coûts doit être considérée comme une aide, que les paiements soient effectués directement à l'entreprise ou versés au personnel par l'intermédiaire d'un organisme gouvernemental.

⁽²⁴⁾ Telles qu'elles sont définies au point 10.2 du chapitre 10 du présent encadrement des aides d'État concernant les aides aux petites et moyennes entreprises (PME).

⁽²⁵⁾ Dans son arrêt du 26 septembre 1996 dans l'affaire C-241/94 (France contre Commission, concernant Kimberly Clark Sopalin, Recueil 1996, p. I-4551), la Cour de justice des Communautés européennes a confirmé que le financement sur une base discrétionnaire par les autorités françaises au titre du Fonds national de l'emploi était susceptible de placer certaines entreprises dans une situation plus favorable que d'autres et de remplir ainsi les conditions d'une aide au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité. (L'arrêt n'a par ailleurs pas remis en cause les conclusions de la Commission, qui avait considéré cette aide comme compatible avec le marché commun.)

- (5) L'Autorité de surveillance AELE considère ces aides d'une manière positive parce que leurs avantages économiques vont bien au-delà des intérêts de l'entreprise concernée, parce qu'elles facilitent les changements structurels et atténuent les problèmes sociaux qui en découlent et que, souvent, elles ne font que niveler les disparités dans les obligations imposées aux entreprises par les législations nationales.
- (6) Outre leur fonction de prise en charge du coût des indemnités de licenciement et des retraites anticipées, il est fréquent que les aides à la restructuration servent à financer, dans certains cas de restructuration, des actions de formation, de conseil et d'aide pratique à la recherche d'un autre emploi, d'aide à la réinstallation et de formation professionnelle ainsi que d'assistance aux travailleurs souhaitant se lancer dans de nouvelles activités. L'Autorité de surveillance AELE émet systématiquement un avis favorable sur ce type d'aides.
- (7) Il importe que les aides décrites aux points ci-dessus [16.3.2.7 (1) à (6)] soient clairement identifiées dans le plan de restructuration. En effet, les aides destinées à des mesures sociales au bénéfice exclusif du personnel licencié n'entrent pas en ligne de compte pour déterminer l'ampleur des contreparties mentionnées au point 16.3.2.2 (1) c).
- (8) Dans l'intérêt commun, l'Autorité de surveillance AELE veillera dans la mesure du possible à limiter, dans le cadre du plan de restructuration, les effets sociaux des restructurations dans les États de l'AELE autres que celui qui octroie l'aide.

16.4. **Régimes d'aides pour les petites et moyennes entreprises (PME)**

16.4.1. **Principes généraux**

- (1) L'Autorité de surveillance AELE n'autorisera des régimes d'aides au sauvetage et/ou à la restructuration des PME en difficulté que lorsque les entreprises concernées répondent à la définition des PME donnée au chapitre 10 du présent encadrement des aides d'État. Sous réserve des dispositions spécifiques suivantes, les conditions énoncées aux points 16.2 et 16.3 s'appliquent pour l'appréciation de la compatibilité de tels régimes. Toute aide octroyée dans le cadre d'un régime et ne satisfaisant pas à l'une de ces conditions devra être notifiée individuellement et préalablement approuvée par l'Autorité de surveillance AELE.

16.4.2. **Éligibilité**

- (1) Dans le cadre des régimes qui seront désormais autorisés, et sauf disposition sectorielle contraire, ne pourront être exemptées de notification individuelle que les aides en faveur des PME qui satisfont au moins à l'un des trois critères énoncés au point 16.2.1 (2). Les aides en faveur d'entreprises qui ne remplissent aucun de ces trois critères devront être notifiées individuellement à l'Autorité de surveillance AELE afin qu'elle puisse apprécier le caractère d'entreprise en difficulté du bénéficiaire.

16.4.3. **Conditions d'autorisation des régimes d'aides au sauvetage**

- (1) Les régimes qui prévoient l'octroi d'aides au sauvetage doivent, pour pouvoir être autorisés par l'Autorité de surveillance AELE, remplir les conditions a), b), c) et e) énoncées au point 16.3.1 (1). La condition d) énoncée au point 16.3.1 (1) est remplacée par la condition suivante aux fins de la présente section:

“d) les aides au sauvetage ne peuvent être octroyées que pour une période maximale de six mois pendant laquelle une analyse de la situation de l'entreprise doit être faite. Avant la fin de cette période, l'État de l'AELE doit soit avoir approuvé un plan de restructuration ou un plan de liquidation soit avoir exigé du bénéficiaire le remboursement du prêt et de l'aide correspondant à la prime de risque;”.

Toute aide au sauvetage qui dépasse cette période de six mois doit être notifiée individuellement à l'Autorité de surveillance AELE.

16.4.4. **Conditions d'autorisation des régimes d'aides à la restructuration**

- (1) L'Autorité de surveillance AELE ne pourra autoriser de régimes d'aides à la restructuration que si l'octroi des aides est subordonné à la mise en œuvre complète par le bénéficiaire d'un plan de restructuration préalablement approuvé par l'État de l'AELE concerné et satisfaisant aux conditions suivantes:

a) “retour à la viabilité”: les critères définis au point 16.3.2.2 (1) b) s'appliquent;

- b) "prévention des distorsions de concurrence indues": en raison des distorsions de concurrence moindres liées aux aides en faveur des PME, le principe, décrit au point 16.3.2.2 (1) c), de réduction de la présence du bénéficiaire sur le ou les marchés en cause, ne s'applique pas, sauf si des dispositions sectorielles dans les règles de concurrence en matière d'aides d'État prévoient le contraire. Les régimes doivent, par contre, prévoir que les entreprises bénéficiaires ne pourront procéder à aucune augmentation de capacité pendant la durée du plan de restructuration;
- c) "aides limitées au strict minimum nécessaire": les principes décrits au point 16.3.2.2 (1) d) s'appliquent;
- d) "principe de l'aide unique": le principe de l'aide unique décrit au point 16.3.2.3 s'applique. Cependant, les États de l'AELE devront procéder à des notifications individuelles à l'Autorité de surveillance AELE dans les cas de dérogation à ce principe:
  - i) en raison de "circonstances exceptionnelles, imprévisibles et non imputables à l'entreprise";
  - ii) dans les cas de reprise de tout ou partie des actifs d'une autre entreprise ayant elle-même déjà reçu une aide au sauvetage ou à la restructuration;
- e) "modification du plan de restructuration": toute modification du plan doit respecter les règles décrites au point 16.3.2.4.

16.4.5. **Conditions communes d'autorisation des régimes d'aides au sauvetage et/ou à la restructuration**

- (1) Les régimes doivent indiquer le montant maximal d'aide qui peut être octroyé à une même entreprise pour une opération de sauvetage et/ou de restructuration, y compris en cas de modification du plan. Toute aide qui entraîne un dépassement de ce montant doit être notifiée individuellement à l'Autorité de surveillance AELE. Le montant maximal d'aide ne peut dépasser 10 millions d'euros, y compris en cas de cumul avec d'autres sources ou d'autres régimes.

16.4.6. **Contrôle et rapports annuels**

- (1) Le point 16.3.2.2 (1) g) n'est pas applicable aux régimes d'aides. Toutefois, l'autorisation du régime sera assortie de l'obligation de présenter, normalement sur une base annuelle, un rapport sur la mise en œuvre du régime en question, fournissant les informations prévues au chapitre 32 et aux annexes III et IV des présentes lignes directrices. Les rapports doivent également comporter une liste de toutes les entreprises bénéficiaires et indiquer pour chacune d'elles:
  - a) son nom;
  - b) son code sectoriel, correspondant au code de classification sectorielle à deux chiffres de la NACE⁽²⁶⁾;
  - c) le nombre de personnes employées;
  - d) le chiffre d'affaires annuel et le montant du bilan;
  - e) le montant de l'aide accordée;
  - f) le cas échéant, les données relatives aux aides à la restructuration, ou assimilées comme telles, qui ont pu lui être octroyées dans le passé;
  - g) si l'entreprise bénéficiaire a, ou non, été liquidée ou soumise à une procédure collective fondée sur son insolvabilité, tant que la période de restructuration n'est pas achevée.

16.5. **Mesures utiles au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 1, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice**

L'Autorité de surveillance AELE propose aux États de l'AELE, sur la base de l'article 1^{er}, paragraphe 1, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice, les mesures utiles suivantes au regard de leurs régimes d'aides existants. L'Autorité de surveillance AELE entend soumettre l'autorisation de tout régime futur au respect des dispositions suivantes.

⁽²⁶⁾ Nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés européennes, publiée par l'Office statistique des Communautés européennes.

16.5.1. Notification individuelle de toute aide à l'investissement matériel durant la période de restructuration

- (1) Lorsqu'une grande entreprise reçoit une aide à la restructuration examinée au titre des présentes lignes directrices, l'octroi de toute autre aide à l'investissement pendant la période de restructuration, même conformément à un régime déjà autorisé, est susceptible d'influer sur le niveau de la contrepartie qui doit être déterminée par l'Autorité de surveillance AELE.
- (2) Durant la période de restructuration d'une telle entreprise, toute aide destinée à favoriser l'investissement matériel (quel qu'en soit le but: développement régional, protection de l'environnement ou autre) octroyée après le 30 juin 2000 devra être notifiée individuellement à moins que l'aide ne soit couverte par la règle "de minimis" en vigueur⁽²⁷⁾.

16.5.2. Nécessité d'informer l'Autorité de surveillance AELE de toute aide qui sera octroyée à l'entreprise bénéficiaire

- (1) Lorsqu'une grande entreprise reçoit une aide à la restructuration examinée au titre des présentes lignes directrices, le contrôle de la bonne application des décisions de l'Autorité de surveillance AELE relatives à de telles aides exige une grande transparence en ce qui concerne les aides ultérieures que pourrait recevoir l'entreprise, même conformément à un régime déjà autorisé et même lorsque ces aides ne sont pas soumises à une notification individuelle en application du point 16.5.1.
- (2) À partir du 30 juin 2000, les notifications d'aide à la restructuration d'une telle entreprise devront indiquer, à titre d'information, les autres aides, de quelque type que ce soit, prévues en faveur de l'entreprise bénéficiaire durant la période de restructuration, à moins que l'aide ne soit couverte par la règle "de minimis" en vigueur.
- (3) De même, les rapports transmis en application du point 16.3.2.2 (1) g) des présentes lignes directrices devront indiquer les autres aides accordées au bénéficiaire durant la période couverte ainsi que celles prévues en faveur de l'entreprise bénéficiaire durant la période de restructuration, à moins que l'aide ne soit couverte par la règle "de minimis" en vigueur.
- (4) L'Autorité de surveillance AELE se réserve le droit d'ouvrir la procédure prévue par l'article 1^{er}, paragraphe 2, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice à l'encontre de l'ensemble des aides, si l'octroi d'aides dans le cadre des régimes approuvés est susceptible de tourner les exigences des présentes lignes directrices.

16.5.3. Adaptation des régimes existants d'aides au sauvetage ou à la restructuration à la lumière des présentes lignes directrices

- (1) Les États de l'AELE doivent adapter leurs régimes existants d'aides au sauvetage et à la restructuration qui resteront en vigueur après le 30 juin 2000 pour les rendre conformes aux présentes lignes directrices, et notamment aux dispositions du point 16.4, après cette date.
- (2) Pour permettre à l'Autorité de surveillance AELE de contrôler cette adaptation, les États de l'AELE lui transmettent, avant le 28 février 2000, une liste de tous ces régimes. Ils doivent ensuite, et en tout cas avant le 30 juin 2000, lui transmettre les informations suffisantes pour lui permettre de vérifier que les régimes ont été modifiés selon les présentes lignes directrices.

16.6. Entrée en vigueur, durée et révision des lignes directrices**16.6.1. Modification des lignes directrices sur les aides régionales**

- (1) Le point 25.4 (7) du chapitre 25 du présent encadrement des aides d'État concernant les aides à finalité régionale est modifié par la suppression du texte allant du terme "sauf si" à la fin de ce paragraphe. Ce texte excluait du champ de la définition de la notion d'investissement initial et donc de l'éligibilité aux aides régionales la reprise d'un établissement d'une entreprise en difficulté. Cette exclusion n'est donc plus en vigueur. Toutefois, en cas de reprise d'un établissement d'une entreprise en difficulté, il doit être démontré, en particulier, que la condition prévue au point 25.4 (9) du chapitre 25 du présent encadrement des aides d'État, selon laquelle la transaction a lieu aux conditions du marché, est remplie.

⁽²⁷⁾ Voir chapitre 12 du présent encadrement des aides d'État.

16.6.2. Date d'entrée en vigueur et durée de validité

- (1) Sous réserve des dispositions suivantes, les présentes lignes directrices entrent en vigueur à la date de leur publication au *Journal officiel des Communautés européennes* et dans son supplément EEE. Elle restent en vigueur, sauf nouvelle décision, pendant cinq ans.

16.6.3. Aides aux PME

- (1) Les aides au sauvetage et à la restructuration en faveur de PME notifiées avant le 30 avril 2000 seront appréciées selon les lignes directrices en vigueur avant l'adoption du présent texte. La prolongation de ces lignes directrices, qui a été communiquée aux États de l'AELE et publiée dans la section EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel des Communautés européennes* le 22 avril 1999, est donc renouvelée pour de telles aides.
- (2) Il est à noter que tout régime reste soumis à la mesure utile visée au point 16.5.3, pour autant qu'il soit prévu que ce régime reste en vigueur après le 30 juin 2000.

16.6.4. Aides aux grandes entreprises

- (1) Sous réserve des dispositions suivantes, l'Autorité de surveillance AELE examinera la compatibilité avec le fonctionnement de l'accord EEE de toute aide destinée au sauvetage et à la restructuration des grandes entreprises sur la base des présentes lignes directrices dès leur publication au *Journal officiel des Communautés européennes* et dans son supplément EEE. Toutefois, des notifications enregistrées par l'Autorité de surveillance AELE avant cette date seront examinées à la lumière des critères en vigueur au moment de la notification.

16.6.5. Aides non notifiées

- (1) L'Autorité de surveillance AELE examinera la compatibilité avec le fonctionnement de l'accord EEE de toute aide destinée au sauvetage ou à la restructuration qui est octroyée sans son autorisation et donc en violation de l'article 1^{er}, paragraphe 3, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice:
- a) sur la base des présentes lignes directrices, si l'aide, ou une partie de l'aide, a été octroyée après la publication de celles-ci au *Journal officiel des Communautés européennes* et dans son supplément EEE;
  - b) sur la base des lignes directrices en vigueur au moment de l'octroi de l'aide, pour tous les autres cas de figure.»

«ANNEXE XIV

FORMULAIRE DE NOTIFICATION DES AIDES AD HOC À LA RESTRUCTURATION**I. Données sur l'entreprise**

- Nom de l'entreprise.
- Statut juridique de l'entreprise.
- Secteur d'activité avec indication du code NACE correspondant.
- Noms des principaux actionnaires et importance de leurs participations respectives.
- Mention de tous les accords entre actionnaires (constitution de noyau dur, droit de préemption, etc.).
- Si cette entreprise appartient à un groupe, copie de l'organigramme complet et à jour de l'ensemble du groupe avec les liens en capital et en droits de vote.
- Si l'entreprise est issue d'un rachat d'actifs après une procédure de liquidation ou de redressement judiciaire, il y a lieu de fournir également les renseignements mentionnés ci-dessus pour la ou les entreprises concernées.
- Localisation de tous les principaux sites de production dans le monde entier, avec les effectifs employés.
- Si cette entreprise est assimilée à une PME, l'État de l'AELE doit fournir la preuve que l'entreprise remplit tous les critères de la définition d'une PME au sens de l'EEE. Si tel est le cas, l'État de l'AELE doit expliquer pourquoi cette PME ne peut bénéficier d'un régime d'aides à la restructuration en faveur des PME (régimes inexistantes ou conditions d'éligibilité non remplies).

- Copie des trois derniers comptes de résultat dans la mesure du possible, et en tout état de cause du dernier compte de résultat.
- Copie, le cas échéant, de toute décision de justice concernant la nomination d'un administrateur provisoire ou l'ouverture d'une procédure d'examen.

II. Études de marché

L'État de l'AELE doit fournir, pour le ou les marchés dans lesquels opère l'entreprise en difficulté, une copie de l'étude de marché avec le nom de l'organisme qui l'a réalisée. Cette étude de marché doit préciser, en particulier:

- la définition précise du marché qui fait l'objet de l'étude,
- le nom des principaux concurrents avec leurs parts de marché respectives, à l'échelle mondiale, à l'échelle de l'EEE ou à l'échelle nationale, selon le cas,
- l'évolution des parts de marché de l'entreprise en difficulté dans les dernières années,
- l'appréciation du cumul des capacités de production à l'échelle de l'EEE au regard de la demande en concluant sur le caractère surcapacitaire ou non du marché,
- les perspectives à l'échelle de l'EEE pour les cinq prochaines années de l'évolution de la demande, de l'évolution de la capacité cumulée du marché et de l'évolution des prix sur ce marché.

III. Description de l'aide

- Démontrer que les difficultés de l'entreprise lui sont spécifiques et ne résultent pas d'une allocation arbitraire des coûts au sein d'un groupe.
- Préciser si l'entreprise a déjà bénéficié d'une aide au sauvetage et, si tel est le cas, préciser la date d'autorisation et joindre l'engagement de l'État de l'AELE à fournir un plan de restructuration ou de liquidation.
- Préciser si l'entreprise ou ses filiales, dont elle détient 25 % ou plus du capital ou des droits de vote, ont déjà bénéficié d'aides à la restructuration ou considérées comme telles dans le passé. Si tel est le cas, rappeler les décisions antérieures de l'Autorité de surveillance AELE.
- Préciser la forme de l'aide et le montant de l'avantage financier total lié à l'aide.
- Préciser les contreparties que l'État de l'AELE propose pour pallier les effets de distorsion causés aux concurrents à l'échelle de l'EEE.
- Préciser toutes les aides, à quelque titre que ce soit, que l'entreprise est susceptible de recevoir avant la fin de sa période de restructuration à moins que l'aide ne soit couverte par la règle *de minimis* en vigueur.

IV. Plan de restructuration

L'État de l'AELE doit fournir un plan de restructuration conformément aux dispositions du point 16.3.2.2 du chapitre 16 de l'encadrement des aides d'État, qui contienne au minimum les informations suivantes:

- présentation des différentes hypothèses d'évolution du marché qui sont issues de l'étude de marché,
- analyse des différents facteurs qui ont conduit l'entreprise à une situation de difficulté,
- présentation de la stratégie proposée pour l'entreprise pour les prochaines années,
- description des différentes mesures de restructuration envisagées avec leur coût respectif,
- évaluation comparative des conséquences économiques et sociales, aux niveaux régional et/ou national, de la disparition de l'entreprise bénéficiaire et de l'exécution du plan de restructuration,
- calendrier de mise en œuvre des différentes mesures et délai pour la mise en œuvre complète du plan de restructuration,
- description très précise du montage financier de la restructuration:
  - utilisation des fonds propres encore disponibles,
  - vente d'actifs ou de filiales contribuant au financement de la restructuration,

- engagement financier des différents actionnaires privés et des principaux établissements bancaires prêteurs,
- montant de l'intervention des pouvoirs publics et démonstration de la nécessité de ce montant,
- utilisation éventuelle d'avances remboursables ou de clause de "retour à meilleure fortune" pour rembourser l'aide,
- comptes de résultat prévisionnels pour les cinq prochaines années avec estimation du retour sur capitaux propres et avec analyse de sensibilité à partir de plusieurs scénarios,
- compte rendu de la concertation avec les syndicats de l'entreprise au sujet de la restructuration envisagée,
- Nom de l'auteur ou des auteurs et date d'élaboration du plan de restructuration.

V. Engagement de l'État de l'AELE

L'État de l'AELE doit fournir l'engagement de donner, dans les rapports relatifs aux aides à la restructuration autorisées, toutes les informations utiles relatives aux aides, de quelque nature que ce soit, octroyées à l'entreprise bénéficiaire de l'aide à la restructuration, qu'elles le soient dans le cadre d'un régime ou non, jusqu'à ce que la période de restructuration soit achevée.

ANNEXE XV

FORMULAIRE DE NOTIFICATION POUR LES AIDES AU SAUVETAGE

Données indispensables sur l'entreprise

Nom de l'entreprise: .....

.....

Statut juridique de l'entreprise: .....

Secteur d'activité de l'entreprise: .....

Nombre de salariés (consolidé le cas échéant): .....

Montant des charges d'exploitation et des charges financières sur les douze derniers mois: .....

Montant maximal du prêt envisagé: .....

Nom de l'organisme prêteur: .....

.....

Pièces indispensables à fournir

- Derniers comptes de résultat avec bilan d'activité ou bien décision de justice d'ouvrir une période d'examen selon le droit national des sociétés à l'encontre de l'entreprise.
- Engagement de l'État de l'AELE de fournir à l'Autorité de surveillance AELE dans un délai de six mois au maximum à compter de la date d'autorisation de l'aide au sauvetage soit un plan de restructuration, soit un plan de liquidation, soit la preuve que le prêt et l'aide ont été intégralement remboursés.
- Plan de trésorerie pour les six prochains mois avec indication des montants à emprunter à court terme.
- Copie de l'offre de prêt à l'entreprise en difficulté (prêt lié à l'aide au sauvetage), qui doit préciser les conditions de versement des sommes prêtées et des modalités de remboursement.
- Copie du projet de garantie sur le prêt en question lorsqu'une telle garantie est prévue.»

DÉCISION DE L'AUTORITÉ DE SURVEILLANCE AELE**N° 32/00/COL****du 16 février 2000****instaaurant des lignes directrices sur la coopération entre les juridictions nationales et l'Autorité de surveillance AELE dans le domaine des aides d'État et modifiant pour la vingt-deuxième fois les règles de procédure et de fond dans le domaine des aides d'État**

L'AUTORITÉ DE SURVEILLANCE AELE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen⁽¹⁾, et notamment ses articles 61 à 63,

vu l'accord entre les États de l'AELE relatif à l'institution d'une Autorité de surveillance et d'une Cour de justice⁽²⁾, et notamment son article 24 de l'article 1^{er} de son protocole 3,

considérant que, conformément à l'article 24 de l'accord Surveillance et Cour de justice, l'Autorité de surveillance AELE applique les dispositions de l'accord EEE en matière d'aides d'État;

considérant que, conformément à l'article 5, paragraphe 2, point b), de l'accord Surveillance et Cour de justice, l'Autorité de surveillance AELE publie des notes et des directives sur les sujets traités dans l'accord EEE, si celui-ci ou l'accord Surveillance et Cour de justice le prévoient expressément, ou si l'Autorité de surveillance AELE le considère nécessaire;

rappelant les règles de procédure et de fond dans le domaine des aides d'État⁽³⁾ adoptées le 19 janvier 1994 par l'Autorité de surveillance AELE⁽⁴⁾;

considérant que la Commission européenne a adopté une communication relative à la coopération entre la Commission et les juridictions nationales dans le domaine des aides d'État⁽⁵⁾;

considérant qu'il convient de garantir une application uniforme des règles de l'EEE concernant les aides d'État dans l'ensemble de l'Espace économique européen;

considérant que, conformément au point II de la section «REMARQUE GÉNÉRALE» figurant à la fin de l'annexe XV de l'accord EEE, l'Autorité de surveillance AELE doit adopter, après consultation de la Commission, des actes correspondant à ceux adoptés par la Commission, afin de préserver l'équivalence des conditions de concurrence;

ayant consulté la Commission,

considérant que l'Autorité de surveillance AELE a consulté les États de l'AELE au sujet de l'instauration des nouvelles lignes directrices,

⁽¹⁾ Ci-après dénommé «accord EEE».

⁽²⁾ Ci-après dénommé «accord Surveillance et Cour de justice».

⁽³⁾ Ci-après dénommées «encadrement des aides d'État».

⁽⁴⁾ Publiées initialement au JO L 231 du 3.9.1994 et dans son supplément EEE n° 32 de la même date; dernière modification (22^e) adoptée par la décision n° 239/99 COL du 16 décembre 1999 (voir page 1 du présent Journal officiel).

⁽⁵⁾ Publiée au JO C 312 du 23.11.1995, p. 8.

DÉCIDE:

1. L'encadrement des aides d'État est modifié par l'insertion d'un nouveau chapitre, le chapitre 9 A concernant la coopération entre les juridictions nationales et l'Autorité de surveillance AELE dans le domaine des aides d'État, tel qu'il figure à l'annexe I de la présente décision.
2. Les États de l'AELE sont informés de la présente décision par une lettre à laquelle est jointe une copie de la décision, y compris de son annexe I.
3. La Commission européenne est informée, conformément au point d) du protocole 27 de l'accord EEE, par la communication d'une copie de la décision, y compris de son annexe I.
4. La présente décision, y compris son annexe I, est publiée dans la section EEE et au supplément EEE du *Journal officiel des Communautés européennes*.
5. Le texte en langue anglaise de la présente décision fait foi.

Fait à Bruxelles, le 16 février 2000.

Par l'Autorité de surveillance AELE

Le président

Knut ALMESTAD

ANNEXE I

«9A. COOPÉRATION ENTRE LES JURIDICTIONS NATIONALES ET L'AUTORITÉ DE SURVEILLANCE AELE DANS LE DOMAINE DES AIDES D'ÉTAT

- (1) Le présent chapitre a pour objet d'apporter des précisions concernant le fonctionnement de la coopération entre les juridictions nationales et l'Autorité de surveillance AELE dans le domaine des aides d'État. Il ne limite en aucune façon les droits conférés aux États de l'AELE, aux particuliers ou aux entreprises par le droit de l'EEE. Il ne préjuge pas des interprétations du droit de l'EEE/communautaire que peuvent donner la Cour AELE, la Cour de justice et le Tribunal de première instance des Communautés européennes. Enfin, il ne cherche aucunement à influencer sur la façon dont les tribunaux nationaux s'acquittent de leur tâche.
- (2) La Commission européenne ("la Commission") a publié le 23 novembre 1995 une communication relative à la coopération entre la Commission et les juridictions nationales dans le domaine des aides d'État⁽¹⁾. Cet acte non contraignant contient des principes et des règles que la Commission applique dans le domaine des aides d'État. Il explique aussi les façons dont la Commission prévoit de coopérer avec les tribunaux nationaux. L'Autorité de surveillance AELE considère que le thème de cette communication de la Commission concerne l'EEE. Pour maintenir l'égalité des conditions dans le domaine des aides d'État et garantir une application homogène des règles de l'EEE relatives aux aides d'État dans l'ensemble de l'Espace économique européen, l'Autorité de surveillance AELE complète, par le présent chapitre, ses directives actuelles relatives à l'application et à l'interprétation des articles 61 et 62 de l'accord EEE⁽²⁾. Compte tenu des progrès de la codification des règles relatives aux aides d'État dans la Communauté et de leurs répercussions sur la législation des États de l'AELE, la coopération entre l'Autorité de surveillance AELE et les juridictions nationales deviendra de plus en plus nécessaire dans ce domaine.

9A.1. **Introduction**

- (1) Selon la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes, la dernière phrase de l'article 88, paragraphe 3, du traité CE, qui se reflète dans la dernière phrase de l'article 1^{er}, paragraphe 3, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice, a un effet direct dans l'ordre juridique des États membres de la Communauté⁽³⁾. Cette phrase contient la disposition dite "clause de *standstill*", qui est libellée comme suit: "L'État membre intéressé ne peut mettre à exécution les mesures projetées avant que cette procédure ait abouti à une décision finale". L'application correcte de cette disposition est essentielle pour assurer un contrôle efficace des aides d'État. Tout comme les règlements communautaires (qui, par leur nature et leur fonction dans le système des sources de droit communautaire, sont directement applicables), cette disposition doit être appliquée par les juridictions nationales sans l'intervention d'une mesure juridique destinée à transposer le droit communautaire dans l'ordre juridique national. Les juridictions nationales de la Communauté ont le pouvoir de faire respecter l'effet direct de la dernière phrase de l'article 88, paragraphe 3, du traité CE.
- (2) L'Autorité de surveillance AELE considère que la situation est différente en ce qui concerne le droit de l'EEE, dans la mesure où les États de l'AELE sont concernés. Dans ces États, l'effet interne du droit de l'EEE est régi par les droits constitutionnels nationaux respectifs, sous réserve du protocole 35 de l'accord EEE. Ce protocole impose aux États de l'AELE l'obligation de faire en sorte, si nécessaire au moyen d'une disposition légale séparée, que, en cas de conflit entre les dispositions résultant de la mise en œuvre des règles de l'EEE et d'autres dispositions législatives, les règles de l'EEE prévalent. Selon la Cour AELE, il est inhérent à la nature d'une telle disposition que les individus et les opérateurs économiques, en cas de conflit entre les dispositions résultant de la mise en œuvre des règles de l'EEE et les dispositions législatives nationales, doivent avoir le droit d'invoquer et de revendiquer au niveau national tous les droits qu'ils pourraient tirer des règles de l'EEE⁽⁴⁾, en tant que dispositions faisant partie de l'ordre juridique national ou ayant été intégrées à celui-ci, pour autant qu'elles soient inconditionnelles et suffisamment précises⁽⁵⁾.
- (3) La bonne application de la "clause de *standstill*" dans l'EEE peut nécessiter une coopération effective entre l'Autorité de surveillance AELE et les juridictions nationales. L'objet du présent chapitre est d'expliquer la façon dont l'Autorité de surveillance AELE se propose d'aider les juridictions nationales par l'instauration d'une coopération plus étroite pour l'application et l'interprétation des articles 61 et 62 de l'accord EEE dans les cas individuels. Si

⁽¹⁾ JO C 312 du 23.11.1995, p. 8.

⁽²⁾ Les directives et le présent chapitre sont disponibles sur le site Internet de l'Autorité de surveillance AELE (www.efta.int).

⁽³⁾ Cour de justice, affaire 120/73, Lorenz contre Allemagne, Recueil 1973, p. 1471, point 8.

⁽⁴⁾ Voir également dans ce contexte le préambule de l'accord surveillance et Cour de justice, qui spécifie que "l'objectif des parties contractantes à l'accord EEE est d'obtenir et de maintenir une interprétation et une application uniformes de l'accord EEE et de celles des dispositions de la législation communautaire qui sont reproduites en substance dans le présent accord et d'arriver à un traitement égal des individus et des opérateurs économiques en ce qui concerne les quatre libertés et les conditions de concurrence". Il est également spécifié dans le préambule que "pour l'application des protocoles 1 à 4 du présent accord, il est tenu dûment compte des pratiques légales et administratives de la Commission des Communautés européennes antérieures à l'entrée en vigueur du présent accord".

⁽⁵⁾ Cour AELE, affaire E-1/94, Ravintoloitsijain Liiton Kustannus Oy Restamark (1^{er} janvier 1994-30 juin 1995), Recueil de jurisprudence de la Cour AELE, point 77.

L'Autorité de surveillance AELE n'est pas toujours en mesure d'agir vite pour préserver les intérêts des tiers dans les affaires d'aides d'État, les juridictions nationales peuvent, quant à elles, être mieux placées pour veiller à ce que les infractions à la "clause de *standstill*" soient traitées et qu'il y soit mis fin.

9A.2. *Compétences*

- (1) L'Autorité de surveillance AELE est chargée de mettre en œuvre les dispositions de l'accord EEE concernant les aides d'État et de veiller à ce que ces dispositions soient appliquées par les États de l'AELE. Les juridictions nationales sont chargées, pour leur part, de la sauvegarde des droits et du respect des obligations, en général à la demande de particuliers. L'Autorité de surveillance AELE doit examiner toutes les mesures d'aide qui tombent sous le coup de l'article 61, paragraphe 1, de l'accord EEE, afin d'en apprécier la compatibilité avec le fonctionnement de l'accord EEE. Les juridictions nationales sont en mesure de veiller, conformément au droit procédural national applicable, à ce que les États de l'AELE s'acquittent de leurs obligations procédurales.
- (2) La "clause de *standstill*" dispose que les États de l'AELE ne peuvent mettre à exécution les mesures projetées avant que la procédure engagée en application de l'article 1^{er}, paragraphe 2, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice ait abouti à une décision finale. Cette disposition implique une interdiction générale de mettre les aides à exécution avant que l'Autorité de surveillance AELE ait statué, même en l'absence d'ouverture d'une procédure formelle.
- (3) L'interdiction de mise à exécution édictée par cette disposition vaut pour toute aide qui aurait été mise à exécution sans être notifiée⁽⁶⁾ et, en cas de notification, à partir de la phase préliminaire et, si l'Autorité de surveillance AELE engage la procédure formelle d'examen, jusqu'à la décision finale.
- (4) Un tribunal devra bien entendu examiner si les "mesures projetées" constituent une aide d'État au sens de l'article 61, paragraphe 1, de l'accord EEE avant de rendre une décision au regard de la "clause de *standstill*". La notion d'aide d'État doit être interprétée de façon à ce qu'elle recouvre non seulement les subventions mais également les allègements fiscaux et les investissements financés sur fonds publics réalisés dans des circonstances dans lesquelles un investisseur privé aurait refusé son concours. Cette aide doit provenir de l'État, ce qui englobe tous les niveaux, toutes les formes et toutes les émanations de l'autorité publique. Elle doit favoriser certaines entreprises ou certaines productions: c'est ce qui permet de distinguer les aides d'État, auxquelles s'applique l'article 61, paragraphe 1, de l'accord EEE, des mesures générales qui, elles, ne relèvent pas de cet article. À titre d'exemple, ne sont pas considérées comme des aides d'État les mesures qui n'ont ni pour objet ni pour effet de favoriser certaines entreprises ou certaines productions ou qui s'appliquent à des personnes physiques selon des critères objectifs et indépendamment de la localisation, du secteur d'activité ou de l'entreprise dans lequel le bénéficiaire serait éventuellement employé.
- (5) Seule l'Autorité de surveillance AELE est habilitée à décider qu'une aide d'État est "compatible avec le fonctionnement de l'accord EEE", autrement dit qu'elle est autorisée.
- (6) Lorsqu'elles appliquent la "clause de *standstill*", les juridictions nationales peuvent bien entendu demander à la Cour AELE des avis consultatifs sur l'interprétation de l'article 61 de l'accord EEE, conformément à l'article 34 de l'accord Surveillance et Cour de justice. Elles peuvent également requérir l'aide de l'Autorité de surveillance AELE en lui demandant des "informations juridiques ou économiques"⁽⁷⁾.
- (7) Le juge national a pour rôle de sauvegarder les droits qui découlent pour les particuliers de l'interdiction édictée dans la "clause de *standstill*", qui a été mise en œuvre dans l'ordre juridique des États de l'AELE⁽⁸⁾. Le fait que la dernière phrase de l'article 1^{er}, paragraphe 3, du protocole n° 3 de l'accord surveillance et Cour de justice qui, de l'avis de l'Autorité de surveillance AELE, remplit les critères implicites du protocole 35 de l'accord EEE, en ce sens qu'elle est inconditionnelle et suffisamment précise, a été incorporée dans l'ordre juridique des États de l'AELE confère aux juridictions nationales des pouvoirs suffisants pour garantir le respect de la "clause de *standstill*". Un tribunal doit faire usage de tous les moyens et recours adéquats et appliquer toutes les dispositions pertinentes du droit national pour faire respecter la législation nationale mettant en œuvre la dernière phrase de l'article 1^{er}, paragraphe 3, du protocole n° 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice. Tout juge national a l'obligation, dans le cadre de sa compétence, de protéger les droits que cette législation confère aux particuliers. Le juge peut, le cas échéant et conformément aux règles du droit national applicables en la matière et à la juris-

⁽⁶⁾ Sauf pour les aides "existantes", qui peuvent être mises à exécution tant que l'Autorité de surveillance AELE n'a pas décidé qu'elles sont incompatibles avec le fonctionnement de l'accord EEE.

⁽⁷⁾ Par analogie avec l'arrêt *Delimitis* de la Cour européenne de justice (Affaire C-234/89, *Delimitis/Henninger Bräu*, Recueil 1991, p. I-935).

⁽⁸⁾ La "clause de *standstill*" a été mise en œuvre en Islande par le chapitre XI, article 46, de la loi sur la concurrence (Journal officiel A, n° 8/1993, modifiée par les lois n° 24/1994, n° 83/1997 et n° 82/1998). En Norvège, elle a été mise en œuvre par le paragraphe 2 des règles portant application des dispositions de l'accord EEE concernant les aides d'État (règles édictées par décret royal du 4 décembre 1992, conformément à la loi n° 117 du 27 novembre 1992 relative aux aides d'État — voir accord EEE, articles 61 et suivants — soumises par le ministère de l'industrie et de l'énergie, modifiées par décrets royaux du 31 mars 1995 et du 13 septembre 1996). Étant donné le régime moniste en vigueur au Liechtenstein, la "clause de *standstill*" a été directement incorporée à l'ordre juridique de ce pays (*Liechtensteinisches Landesgesetzblatt*, Jahrgang 1995, n° 72 du 28 avril 1995).

prudence de la Cour AELE, de la Cour de justice et du Tribunal de première instance des Communautés européennes, accorder des mesures provisoires, en ordonnant par exemple le blocage ou la restitution des sommes versées illégalement, et accorder des dommages et intérêts aux parties dont les intérêts sont lésés, lorsque le droit national en prévoit la possibilité.

- (8) L'Autorité de surveillance AELE considère que l'application simultanée du droit national concernant les aides d'État est compatible avec l'application des règles de l'EEE dans ce domaine, pour autant qu'elle n'affecte par l'efficacité et l'uniformité des règles de l'EEE relatives aux aides d'État et des mesures prises pour les mettre en application. L'accord EEE prévoit que tout conflit pouvant résulter de l'application simultanée du droit national et du droit de l'EEE en matière d'aides d'État doit être réglé de manière à faire prévaloir le droit de l'EEE. Ce principe a pour but d'exclure toute mesure nationale qui pourrait compromettre la pleine efficacité des dispositions du droit de l'EEE.

9A.3. *Compétences limitées de l'Autorité de surveillance AELE*

- (1) L'application des dispositions de mise en œuvre du droit de l'EEE concernant les aides d'État par les juridictions nationales présente des avantages considérables pour les particuliers et les entreprises. L'Autorité de surveillance AELE ne peut accorder d'indemnisation pour les pertes subies du fait d'une infraction à la législation nationale mettant en œuvre la dernière phrase de l'article 1^{er}, paragraphe 3, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice. Seules les juridictions nationales sont compétentes en la matière. Elles peuvent en général prendre des mesures provisoires et ordonner qu'il soit mis fin aux infractions rapidement. En outre, les tribunaux peuvent exonérer des dépens le demandeur ayant obtenu gain de cause, ce qui est exclu dans une procédure administrative engagée devant l'Autorité de surveillance AELE.

9A.4. *Application de l'article 1^{er} du protocole n° 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice*

- (1) Les États de l'AELE sont tenus de notifier à l'Autorité de surveillance AELE tout projet concernant l'octroi d'une aide ou la modification d'un régime d'aides déjà approuvé. Cela vaut également pour les aides susceptibles d'être approuvées en vertu de l'article 61, paragraphe 2, de l'accord EEE, étant donné que l'Autorité de surveillance AELE doit s'assurer que les conditions exigées sont remplies. La seule exception à cette obligation de notification concerne les aides considérées comme *de minimis*, car elles n'affectent pas de manière significative les échanges entre parties contractantes de l'accord EEE et, partant, ne tombent pas sous le coup de l'article 61, paragraphe 1⁽⁹⁾.
- (2) L'Autorité de surveillance AELE reçoit notification des régimes ou programmes généraux d'aides, ainsi que des projets d'octroi d'aides à des entreprises individuelles. Lorsque l'Autorité de surveillance AELE a autorisé un régime d'aides, la notification individuelle de chaque aide accordée dans le cadre de ce régime n'est généralement pas nécessaire. Toutefois, certains codes ou certains encadrements régissant des secteurs ou des types d'aides particuliers prévoient la notification individuelle de tout octroi d'aide ou de toute somme dépassant un certain montant. Parfois, cette notification individuelle est expressément prévue dans l'autorisation du régime. Les États de l'AELE doivent notifier les aides qu'ils souhaitent accorder en dehors du cadre d'un régime autorisé. L'obligation s'étend aux mesures projetées, y compris aux projets de transferts financiers sur des ressources d'État à des entreprises publiques ou privées, susceptibles de comporter une aide au sens de l'article 61, paragraphe 1.
- (3) La première question sur laquelle doivent se pencher les juridictions nationales lors d'une action engagée en application de la législation nationale mettant en œuvre la dernière phrase de l'article 1^{er}, paragraphe 3, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice est de savoir si la mesure en cause constitue une aide existante ou une aide nouvelle au sens de l'article 61, paragraphe 1. La deuxième question est de déterminer si la mesure a été notifiée individuellement ou dans le cadre d'un régime et, dans l'affirmative, si l'Autorité de surveillance AELE a disposé de suffisamment de temps pour prendre une décision.
- (4) En ce qui concerne les régimes d'aides, on entend par "suffisamment de temps" une période de deux mois, au terme de laquelle l'État de l'AELE concerné peut, après en avoir informé au préalable l'Autorité de surveillance AELE, mettre à exécution la mesure notifiée. L'Autorité de surveillance AELE abrège volontairement ce délai à trente jours ouvrables pour les cas individuels et à vingt jours ouvrables dans le cadre de la procédure "accélérée" et pour les nouveaux régimes d'aides en faveur de petites et moyennes entreprises. Ces délais prennent cours à compter du moment où l'Autorité de surveillance AELE s'est assurée que les informations fournies par l'État de l'AELE sont suffisantes pour lui permettre de prendre une décision.
- (5) Si l'Autorité de surveillance AELE a décidé d'ouvrir la procédure prévue à l'article 1^{er}, paragraphe 2, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice, l'interdiction de mise à exécution de l'aide s'applique jusqu'à ce que l'Autorité de surveillance AELE ait arrêté une décision positive. Pour les aides non notifiées, aucun délai ne s'applique au processus décisionnel de l'Autorité de surveillance AELE, celle-ci agissant en fait au plus vite. L'aide ne peut être octroyée avant que l'Autorité de surveillance AELE n'ait arrêté une décision finale.

⁽⁹⁾ Voir à ce sujet le chapitre 12 de l'encadrement des aides d'État concernant la règle *de minimis*.

- (6) Si l'Autorité de surveillance AELE ne s'est pas prononcée sur une aide, les juridictions nationales peuvent toujours se référer, pour l'interprétation des dispositions nationales mettant en œuvre le droit de l'EEE, à la juridiction de la Cour AELE, de la Cour de justice et du Tribunal de première instance des Communautés européennes, ainsi qu'aux décisions de l'Autorité de surveillance AELE et de la Commission. L'Autorité de surveillance AELE a publié des directives⁽¹⁰⁾ qui peuvent être utiles à cet égard.
- (7) Les juridictions nationales devraient ainsi être à même de décider si la mesure en cause est ou non illégale parce que l'État de l'AELE ne s'est pas conformé aux exigences en matière de notification. Lorsqu'elles éprouvent des doutes, elles peuvent demander un avis consultatif à la Cour AELE, conformément à l'article 34 de l'accord Surveillance et Cour de justice⁽¹¹⁾.
- (8) Lorsque les juridictions nationales rendent un arrêt qui conclut au non-respect de la "clause de *standstill*", elles doivent constater que la mesure en question enfreint la législation nationale mettant en œuvre le droit de l'EEE et prendre les mesures appropriées pour sauvegarder les droits des particuliers et des entreprises.

9A.5. *Effets des décisions de l'Autorité de surveillance AELE*

- (1) Une juridiction nationale est liée par une décision de l'Autorité de surveillance AELE adressée à un État de l'AELE en application de l'article 1^{er}, paragraphe 2, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice, lorsque le bénéficiaire de l'aide en cause cherche à contester la validité de la décision dont il avait été informé par écrit par l'État de l'AELE concerné et qu'il n'avait pas formé de recours contre la décision dans les délais prévus par l'article 36 de l'accord Surveillance et Cour de justice.

9A.6. *Coopération entre les juridictions nationales et l'Autorité de surveillance AELE*

- (1) L'Autorité de surveillance AELE est consciente que les principes énoncés plus haut pour l'application et l'interprétation des règles concernant les aides d'État par les juridictions nationales sont complexes et qu'ils peuvent parfois ne pas être suffisamment développés pour permettre à celles-ci de s'acquitter de leur mission. C'est pourquoi les juridictions nationales peuvent solliciter l'aide de l'Autorité de surveillance AELE.
- (2) L'article 3 de l'accord EEE, qui est calqué sur l'article 10 (ex-article 5) du traité CE, impose aux parties contractantes l'obligation de prendre toutes les mesures propres à assurer l'exécution des obligations découlant dudit accord et de faciliter la coopération dans le cadre de ses dispositions⁽¹²⁾.
- (3) La Cour de justice a considéré que la Commission était tenue, en vertu de l'article 10 du traité CE, à une obligation de coopération loyale avec les autorités judiciaires des États membres de la Communauté chargées de veiller à l'application et au respect du droit communautaire dans l'ordre juridique national⁽¹³⁾. L'Autorité de surveillance AELE considère qu'elle est soumise à une obligation similaire de coopération loyale avec les juridictions nationales des États de l'AELE en vertu de l'article 3 de l'accord EEE et de l'article 2 de l'accord Surveillance et Cour de justice. Elle considère en outre qu'une telle coopération peut être un facteur important pour garantir une application efficace et cohérente des règles de l'EEE concernant les aides d'État. En outre, la participation des juridictions nationales à l'application du droit de la concurrence dans le domaine des aides d'État est nécessaire pour donner effet à la "clause de *standstill*". L'accord Surveillance et Cour de justice impose à l'Autorité de surveillance AELE l'obligation de suivre la procédure prévue à l'article 1^{er}, paragraphe 2, du protocole 3 avant de pouvoir ordonner la restitution de l'aide jugée incompatible avec le fonctionnement de l'accord EEE. L'application des règles de notification dans le domaine des aides d'État constitue par conséquent un élément essentiel de la protection juridique des particuliers et des entreprises.
- (4) À la lumière de ces considérations, l'Autorité de surveillance AELE se propose de contribuer comme suit au renforcement de la coopération avec les juridictions nationales.
- (5) L'Autorité de surveillance AELE s'est engagée à agir en toute transparence et à faire en sorte de donner aux parties intéressées des informations utiles sur l'application des règles concernant les aides d'État. Elle continuera à

⁽¹⁰⁾ Règles de procédure et de fond dans le domaine des aides d'État (également dénommées "encadrement des aides d'État") adoptées et publiées initialement le 19 janvier 1994; publiées au JO L 231 du 3.9.1994 et dans son supplément EEE n° 32 à la même date; modifiées en dernier lieu (22^e fois) par la décision n° 329/99/COL du 16 décembre 1999 (voir page 1 du présent Journal officiel).

⁽¹¹⁾ La Cour AELE rend en principe des avis consultatifs dans un délai de huit mois.

⁽¹²⁾ Voir également dans ce contexte l'article 2 de l'accord Surveillance et Cour de justice qui dispose que "Les États de l'AELE prennent toutes les mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations découlant du présent accord. Ils s'abstiennent de toutes mesures susceptibles de mettre en péril la réalisation des buts du présent accord".

⁽¹³⁾ Affaire C-2/88, Imm. Zwartveld, Recueil 1990, p. I-3365, point 18; affaire C-234/89, Delimitis/Henninger Bräu, Recueil 1991, p. I-935, point 53.

cet effet à publier le plus grand nombre d'informations possibles sur les affaires se rapportant à des aides d'État et sur sa politique dans ce domaine. La jurisprudence de la Cour AELE, de la Cour de justice et du Tribunal de première instance des Communautés européennes, les publications générales de l'Autorité de surveillance AELE sur les aides d'État, les décisions arrêtées par l'Autorité de surveillance AELE ou par la Commission, les rapports annuels sur la politique de concurrence de la Commission et le Bulletin mensuel de l'Union européenne peuvent aider les juridictions nationales dans l'examen des affaires individuelles.

- (6) Si ces indications générales ne suffisent pas, les juridictions nationales ont la possibilité, dans les limites de leurs règles nationales de procédure, de demander à l'Autorité de surveillance AELE des renseignements d'ordre procédural pour savoir si une affaire est pendante devant l'Autorité de surveillance AELE, si une affaire a fait l'objet d'une notification ou si l'Autorité de surveillance AELE a officiellement ouvert la procédure ou encore si elle a arrêté une autre décision.
- (7) Les juridictions nationales peuvent également consulter l'Autorité de surveillance AELE lorsqu'elles rencontrent des difficultés dans l'interprétation de l'article 61, paragraphe 1, de l'accord EEE ou de l'article 1^{er}, paragraphe 3, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice. En ce qui concerne l'article 61, paragraphe 1, ces difficultés peuvent notamment tenir à la question de savoir si la mesure en cause présente les caractéristiques d'une aide d'État, si elle entraîne éventuellement des distorsions de concurrence ou si elle affecte les échanges entre parties contractantes. Les tribunaux nationaux peuvent donc consulter l'Autorité de surveillance AELE sur sa pratique établie en ce qui concerne ces points. Ils peuvent obtenir auprès de l'Autorité de surveillance AELE des informations concernant des données factuelles, des statistiques, des études de marché et des analyses économiques. Lorsque rien ne s'y oppose, l'Autorité de surveillance AELE communiquera ces données ou indiquera la source auprès de laquelle elles peuvent être obtenues.
- (8) Dans sa réponse, l'Autorité de surveillance AELE n'examinera pas le cas quant au fond ni la compatibilité de la mesure avec le fonctionnement de l'accord EEE. Cette réponse ne liera pas la juridiction qui l'a demandée. L'Autorité de surveillance AELE précisera clairement que sa position n'est pas définitive et que la juridiction en question conserve le droit de demander à la Cour AELE un avis consultatif.
- (9) Le bon fonctionnement de la justice a tout à gagner à ce que l'Autorité de surveillance AELE réponde dans les meilleurs délais aux demandes d'informations de nature factuelle et juridique. L'Autorité ne peut toutefois donner une suite favorable à ces demandes que s'il est satisfait à plusieurs conditions. Il faut tout d'abord qu'elle dispose effectivement des données demandées; ensuite, elle ne peut divulguer que des informations n'ayant pas un caractère confidentiel.
- (10) L'Autorité de surveillance AELE est en effet tenue, en vertu de l'article 14 de l'accord Surveillance et Cour de justice, de ne pas divulguer d'informations à caractère confidentiel. En outre, l'obligation de coopération loyale concerne les relations entre les juridictions et l'Autorité de surveillance AELE et non les parties au litige pendant devant ces juridictions. L'Autorité de surveillance AELE est tenue de respecter la neutralité et l'objectivité de la justice. Par conséquent, elle ne donnera suite aux demandes d'informations que pour autant qu'elles émanent d'une juridiction nationale, soit directement, soit par l'intermédiaire des parties auxquelles la juridiction concernée a ordonné de demander certaines informations.

9A.7. **Remarques finales**

- (1) Le présent chapitre est publié à titre indicatif et ne limite en aucune manière les droits conférés aux États de l'AELE, aux particuliers ou aux entreprises par les règles de mise en œuvre du droit de l'EEE.
- (2) Le présent chapitre ne préjuge pas des interprétations du droit de l'EEE que peuvent donner la Cour AELE, la Cour de justice et le Tribunal de première instance des Communautés européennes.»

DÉCISION DE L'AUTORITÉ DE SURVEILLANCE AELE**n° 72/00/COL****du 5 avril 2000****modifiant pour la vingt-sixième fois les règles de procédure et de fond dans le domaine des aides d'État et instaurant de nouvelles lignes directrices pour la fixation du taux d'intérêt de référence**

L'AUTORITÉ DE SURVEILLANCE AELE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen⁽¹⁾, et notamment ses articles 61 à 63,

vu l'accord entre les États de l'AELE relatif à l'institution d'une Autorité de surveillance et d'une Cour de justice⁽²⁾, et notamment son article 24, et l'article 1^{er} de son protocole 3,

ayant consulté la Commission européenne,

rappelant les règles de procédure et de fond dans le domaine des aides d'État⁽³⁾ adoptées le 19 janvier 1994 par l'Autorité de surveillance AELE⁽⁴⁾;

considérant que, conformément à l'article 24 de l'accord Surveillance et Cour de justice, l'Autorité de surveillance AELE applique les dispositions de l'accord EEE en matière d'aides d'État;

considérant que, conformément à l'article 5, paragraphe 2, point b), de l'accord Surveillance et Cour de justice, l'Autorité de surveillance AELE publie des notes et des directives sur les sujets traités dans l'accord EEE, si celui-ci ou l'accord Surveillance et Cour de justice le prévoient expressément, ou si l'Autorité de surveillance AELE le considère nécessaire;

considérant que la Commission européenne a adopté une communication concernant la méthode de fixation des taux de référence et d'actualisation⁽⁵⁾;

considérant qu'il convient de garantir une application uniforme des règles de l'EEE concernant les aides d'État dans l'ensemble de l'Espace économique européen;

considérant que, conformément au point II de la section «REMARQUE GÉNÉRALE» figurant à la fin de l'annexe XV de l'accord EEE, l'Autorité de surveillance AELE doit adopter, après consultation de la Commission européenne, des actes correspondant à ceux adoptés par la Commission, afin de préserver l'équivalence des conditions de concurrence;

rappelant que l'Autorité de surveillance AELE a consulté les États de l'AELE par écrit au sujet de l'instauration de nouvelles lignes directrices concernant la méthode de fixation des taux de référence et d'actualisation,

⁽¹⁾ Ci-après dénommé «accord EEE».

⁽²⁾ Ci-après dénommé «accord Surveillance et Cour de justice».

⁽³⁾ Ci-après dénommé «encadrement des aides d'État».

⁽⁴⁾ Publiées initialement au JO L 231 du 3.9.1994 et dans son supplément EEE n° 32 de la même date; dernière modification (25^e) adoptée par la décision n° 52/00/COL du 1^{er} mars 2000 (non encore publiée).

⁽⁵⁾ Publiée au JO C 273 du 9.9.1997, p. 3.

DÉCIDE:

1. L'encadrement des aides d'État est modifié par l'insertion d'un nouveau chapitre, le chapitre 33.2 concernant le taux d'intérêt de référence, tel qu'il figure à l'annexe I de la présente décision.
2. Les États de l'AELE sont informés de la présente décision par courrier et par communication d'une copie de la décision, y compris de son annexe I.
3. La Commission européenne est informée, conformément au point d) du protocole 27 de l'accord EEE, par communication d'une copie de la présente décision, y compris de son annexe I.
4. La présente décision, y compris son annexe I, est publiée dans la section EEE et au supplément EEE du *Journal officiel des Communautés européennes*.
5. Le texte en langue anglaise de la présente décision fait foi.

Fait à Bruxelles, le 5 avril 2000.

Par l'Autorité de surveillance AELE

Le président

Knut ALMESTAD

ANNEXE I

«33.2. Taux d'intérêt de référence⁽¹⁾

Aux fins du contrôle des aides d'État dans l'EEE instauré par l'accord EEE, l'Autorité de surveillance AELE a recours à différents paramètres, dont les taux de référence et d'actualisation.

Ces taux sont utilisés pour mesurer l'équivalent-subvention d'une aide versée en plusieurs tranches et calculer les éléments d'aide résultant des régimes de prêts bonifiés. Ils s'emploient également dans le cadre de la règle *de minimis* et pour le remboursement des aides illégales.

Les taux de référence sont censés refléter le niveau moyen des taux d'intérêt en vigueur, dans les différents États de l'AELE parties à l'accord EEE, pour les prêts à moyen et à long terme (cinq à dix ans) assortis de sûretés normales.

À compter du 1^{er} avril 2000, les taux de référence sont fixés comme suit:

- le taux indicateur est défini comme correspondant au taux de rendement des obligations d'État à cinq, dans la devise concernée, majoré d'une prime de 25 points de base,
- le taux de référence est réputé égal à la moyenne des taux indicateurs enregistrés au cours des mois de septembre, octobre et novembre précédents,
- le taux de référence sera fixé (à partir de 2001) avec effet à compter du 1^{er} janvier,
- le taux de référence est à nouveau ajusté en cours d'année lorsqu'il diffère de plus de 15% de la moyenne des taux indicateurs enregistrés au cours des trois derniers mois connus.

Il convient également de noter que:

- le taux de référence ainsi déterminé est un taux plancher qui peut être augmenté dans des situations de risque particulier (par exemple, entreprise en difficulté, absence des sûretés normalement exigées par les banques, etc.). Dans de tels cas, la prime pourra atteindre 400 points de base et même davantage si aucune banque privée n'aurait accepté d'accorder le prêt en question,
- l'Autorité de surveillance AELE se réserve la possibilité d'utiliser, si cela est nécessaire à l'examen de certains cas, un taux de base plus court (par exemple, Libor à un an) ou plus long (par exemple, taux des obligations à dix ans) que le taux de rendement des obligations d'État à cinq ans.

L'Autorité de surveillance AELE publiera le taux de référence sur l'Internet à l'adresse suivante: <http://www.efta.int/>.

⁽¹⁾ Le présent chapitre correspond en partie à la communication de la Commission concernant la méthode de fixation des taux de référence et d'actualisation (JO C 273 du 9.9.1999, p. 3).

DÉCISION DE L'AUTORITÉ DE SURVEILLANCE AELE**n° 78/00/COL****du 12 avril 2000**

portant révision des directives d'application des dispositions de l'accord EEE en matière d'aides d'État aux garanties d'État et aux garanties accordées aux entreprises publiques du secteur manufacturier et modifiant pour la vingt-septième fois les règles de procédure et d'application dans le domaine des aides d'État

L'AUTORITÉ DE SURVEILLANCE AELE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen⁽¹⁾, et notamment ses articles 61 à 63,

vu l'accord entre les États de l'AELE relatif à l'institution d'une Autorité de surveillance et d'une Cour de justice⁽²⁾, et notamment son article 24 et l'article 1^{er} de son protocole 3,

considérant que, conformément à l'article 24 de l'accord Surveillance et Cour de justice, l'Autorité de surveillance AELE applique les dispositions de l'accord EEE en matière d'aides d'État;

considérant que, conformément à l'article 5, paragraphe 2, point b), de l'accord Surveillance et Cour de justice, l'Autorité de surveillance AELE publie des notes ou des directives sur les sujets traités dans l'accord EEE, si celui-ci ou l'accord Surveillance et Cour de justice le prévoient expressément, ou si l'Autorité de surveillance AELE le considère nécessaire;

rappelant les règles de procédure et d'application dans le domaine des aides d'État⁽³⁾ adoptées le 19 janvier 1994 par l'Autorité de surveillance AELE⁽⁴⁾, en particulier les dispositions de leur chapitre 17 (aides accordées sous la forme de garanties d'État) et de leur chapitre 20, point 20.7.2 (garanties aux entreprises publiques du secteur manufacturier),

considérant que la Commission européenne a adressé aux États membres, le 24 novembre 1999, une communication sur l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État sous forme de garanties (JO C 71 du 11.3.2000, p. 14);

considérant que cette communication présente également un intérêt pour l'Espace économique européen;

considérant qu'il convient de garantir une application uniforme des règles de l'EEE concernant les aides d'État dans l'ensemble de l'Espace économique européen;

considérant que, conformément au point II de la section «REMARQUE GÉNÉRALE» figurant à la fin de l'annexe XV de l'accord EEE, l'Autorité de surveillance AELE doit adopter, après consultation de la Commission européenne, des actes correspondant à ceux adoptés par la Commission, afin de préserver l'équivalence des conditions de concurrence;

ayant consulté la Commission européenne;

rappelant que l'Autorité de surveillance AELE a consulté les États de l'AELE à l'occasion d'une réunion multilatérale,

⁽¹⁾ Dénommé ci-après «accord EEE».

⁽²⁾ Dénommé ci-après «accord Surveillance et Cour de justice».

⁽³⁾ Dénommées ci-après «encadrement des aides d'État».

⁽⁴⁾ Publiées initialement au JO L 231 du 3.9.1994 et dans son supplément EEE n° 32 de la même date; dernière modification (26^e) adoptée par la décision n° 72/00/COL du 5 avril 2000 (voir page 26 du présent Journal officiel).

DÉCIDE:

1. Le chapitre 17 et le chapitre 20, point 20.7.2 (1), actuellement en vigueur, de l'encadrement des aides d'État sont remplacés par un nouveau chapitre 17 intitulé «Garanties d'État», tel qu'il figure à l'annexe I de la présente décision.
2. La présente décision, y compris son annexe I, est publiée dans la section EEE et au supplément EEE du *Journal officiel des Communautés européennes*.
3. Les États de l'AELE sont informés par communication d'une copie de la décision, y compris de son annexe I.
4. La Commission européenne est informée, conformément au point d) du protocole 27 de l'accord EEE, par communication d'une copie de la décision, y compris de son annexe I.
5. Le texte en langue anglaise de la présente décision fait foi.

Fait à Bruxelles, le 12 avril 2000.

Par l'Autorité de surveillance AELE

Le président

Knut ALMESTAD

ANNEXE I

«17. GARANTIES D'ÉTAT⁽¹⁾»17.1. **Introduction**

- (1) Le présent chapitre précise l'approche de l'Autorité de surveillance AELE en ce qui concerne les aides d'État accordées sous la forme de garanties. Les garanties sont généralement liées à un prêt ou à une autre obligation financière contractée par un emprunteur auprès d'un prêteur. Le présent chapitre couvre cependant toutes les formes de garanties, quelles que soient leur base juridique et la transaction couverte. Les garanties peuvent être accordées individuellement ou dans le cadre d'un régime. S'il y a aide, le bénéficiaire en est le plus souvent l'emprunteur, mais il peut aussi arriver que, dans certaines situations, le prêteur en bénéficie également.
- (2) Le présent chapitre s'applique sans préjudice de l'article 125 de l'accord EEE et ne préjuge donc en rien le régime de la propriété dans les États de l'AELE. L'Autorité de surveillance AELE est neutre au regard de la propriété publique ou privée. Le présent chapitre ne s'applique pas aux garanties octroyées pour les crédits à l'exportation.
- (3) L'Autorité de surveillance AELE a adopté en 1994 des directives concernant les garanties d'État⁽²⁾, en vertu desquelles toutes les garanties accordées directement par l'État ou par l'intermédiaire d'établissements financiers délégués par l'État sont considérées comme relevant de l'article 61, paragraphe 1, de l'accord EEE. Conformément à ces directives, tout projet de régime de garanties ou tout projet d'octroi de garantie en dehors d'un régime doit être notifié à l'Autorité de surveillance AELE. Les directives adoptées en 1994 par l'Autorité de surveillance AELE concernant l'application des dispositions en matière d'aides d'État aux entreprises publiques du secteur manufacturier⁽³⁾ traitent également des garanties.
- (4) L'expérience acquise dans l'intervalle semble montrer que la politique de l'Autorité de surveillance AELE dans ce domaine doit être révisée. Le présent chapitre remplace le chapitre 17 (Garanties d'État) et le chapitre 20, point 20.7.2 (1), actuellement en vigueur. Son objectif est de donner aux États de l'AELE des précisions sur les principes dont l'Autorité de surveillance AELE s'inspirera dans son interprétation des articles 61 et 62 de l'accord EEE et du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice, ainsi que sur leur application aux garanties publiques. L'Autorité de surveillance AELE entend ainsi rendre sa politique en la matière aussi transparente que possible afin de garantir la prévisibilité de ses décisions et l'égalité de traitement.

17.2. **Applicabilité de l'article 61, paragraphe 1, de l'accord EEE**17.2.1. **Aide à l'emprunteur**

- (1) Le bénéficiaire de l'aide est généralement l'emprunteur. La garantie de l'État lui permet d'obtenir un prêt à des conditions financières plus avantageuses que celles qui sont normalement consenties sur les marchés financiers. Le plus souvent, grâce à la garantie de l'État, l'emprunteur peut bénéficier de taux plus bas et/ou offrir une sûreté moins élevée. Il est des cas où, sans la garantie de l'État, il ne trouverait pas d'établissement financier disposé à lui concéder un prêt, à quelque condition que ce soit. Les garanties de l'État peuvent donc faciliter la création de nouvelles entreprises et permettre à certaines d'entre elles de mobiliser des fonds afin de mener de nouvelles activités ou simplement de rester en exploitation au lieu d'être éliminées ou restructurées, et conduisent de ce fait à des distorsions de concurrence. Les garanties publiques relèvent donc généralement de l'article 61, paragraphe 1, de l'accord EEE si les échanges entre les parties contractantes sont affectés et si aucune prime commerciale n'est payée.
- (2) Une garantie de l'État présente l'avantage de faire supporter par l'État le risque qui lui est associé. Cette prise de risque devrait normalement être rémunérée par une prime appropriée. Lorsque l'État y renonce, il y a à la fois avantage pour l'entreprise et ponction sur les ressources publiques. Par conséquent, même si l'État n'est pas amené à faire des paiements au titre de la garantie accordée, il y a aide au sens de l'article 61, paragraphe 1, de l'accord EEE. L'aide est accordée au moment où la garantie est offerte, et non au moment où elle est

⁽¹⁾ Le présent chapitre correspond à la communication de la Commission sur l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État sous la forme de garanties (JO C 71 du 11.3.2000, p. 14).

⁽²⁾ Chapitre 17 de l'encadrement. Ce chapitre correspondait aux lettres suivantes de la Commission aux États membres: SG(89) D/4328 du 5 avril 1989 et SG(89) D/12772 du 12 octobre 1989 (points 11 et 12 de l'annexe XV de l'accord EEE).

⁽³⁾ Voir le chapitre 20, point 20.7.2 (Garanties), du présent encadrement.

mobilisée ou à celui où elle entraîne des paiements. C'est donc au moment où la garantie est donnée qu'il y a lieu de déterminer si elle constitue ou non une aide d'État et, dans l'affirmative, de calculer le montant de cette aide.

- (3) L'Autorité de surveillance AELE estime que constituent également une aide sous forme de garantie les conditions de crédit plus favorables obtenues par les entreprises dont le statut légal exclut la possibilité d'une procédure de faillite ou d'insolvabilité ou prévoit explicitement une garantie de l'État ou une couverture des pertes par l'État. La même remarque vaut pour l'acquisition par l'État d'une participation dans une entreprise lorsqu'elle s'accompagne d'une responsabilité illimitée au lieu de la responsabilité limitée normale⁽⁴⁾.
- (4) L'article 61, paragraphe 1, de l'accord EEE vise les aides accordées par les États de l'AELE ou au moyen de ressources d'État. Par conséquent, à l'instar d'autres formes d'aides potentielles, les garanties accordées directement par l'État, c'est-à-dire par les autorités centrales, régionales ou locales, ainsi que les garanties données par des entreprises placées sous l'influence dominante des autorités publiques peuvent constituer une aide d'État.

17.2.2. Aide au prêteur

- (1) Même si le bénéficiaire de l'aide est généralement l'emprunteur, on ne saurait exclure la possibilité, que dans certaines situations, le prêteur en bénéficie lui aussi. Dans un tel cas de figure, l'Autorité de surveillance AELE agira certainement en conséquence.
- (2) À titre d'exemple, si une garantie de l'État est accordée *ex post* en ce qui concerne un prêt ou une autre obligation financière déjà contractés sans que les modalités de ce prêt ou de cette autre obligation financière ne soient adaptées, ou si un prêt garanti est utilisé pour rembourser un autre prêt, qui lui n'est pas garanti, à la même institution de crédit, il est alors possible que le prêteur bénéficie aussi d'une aide, dans la mesure où le prêt devient plus sûr. Une aide de ce type est susceptible de favoriser le prêteur et de fausser la concurrence et relève généralement de l'article 61, paragraphe 1, de l'accord EEE si elle affecte les échanges entre les parties contractantes.

17.3. Montant de l'aide

- (1) Dans le cas d'une garantie individuelle de l'État, l'élément d'aide doit être apprécié au regard des caractéristiques de la garantie et du prêt (ou autre obligation financière). Les facteurs à prendre en considération sont en particulier la durée et le montant de la garantie et du prêt, le risque de défaillance de l'emprunteur, le prix payé par l'emprunteur pour la garantie, la nature de la sûreté éventuellement donnée, les modalités et le moment du paiement éventuel d'une dette par l'État et les moyens (par exemple, déclaration de faillite) qu'il doit mettre en œuvre pour récupérer les montants dus par l'emprunteur après mobilisation de la garantie.
- (2) L'équivalent-subvention d'une garantie de prêt pour une année donnée peut:
  - être calculé de la même façon que celui d'un prêt à taux privilégié, la bonification d'intérêt étant égale à la différence entre le taux du marché et le taux obtenu grâce à la garantie de l'État après déduction des primes éventuellement versées ou
  - être considéré comme égal à la différence entre a) le montant garanti non encore remboursé, multiplié par le facteur de risque (probabilité d'une défaillance) et b) la prime payée, soit: (somme garantie × risque) – prime ou
  - être calculé par toute autre méthode objectivement justifiable et généralement admise.

La première méthode devrait constituer en principe la méthode standard pour les cas individuels; la deuxième devrait quant à elle s'appliquer aux régimes.

Le facteur de risque doit se fonder sur la fréquence des défaillances survenues dans le passé pour des prêts accordés dans de circonstances analogues (secteur, taille de l'entreprise, niveau de l'activité économique générale). Les équivalents-subvention annuels devraient être annualisés à leur valeur présente en utilisant le taux de référence, puis additionnés pour obtenir l'équivalent-subvention total.

- (3) Lorsque, au moment du prêt, la probabilité de défaillance de l'emprunteur est très élevée, par exemple par ce qu'il se trouve en difficulté sur le plan financier, la valeur de la garantie peut aller jusqu'au montant effectivement couvert par cette garantie.

⁽⁴⁾ Voir le chapitre 20, points 20.7.2 (2) et 20.7.2 (3), du présent encadrement.

- (4) Si la garantie de l'État couvre entièrement l'obligation financière, le prêteur ne sera guère incité à bien apprécier, assurer et minimiser le risque lié à l'opération de prêt, et en particulier à évaluer correctement le degré de solvabilité de l'emprunteur. Il se peut aussi que la personne apportant la garantie n'apprécie pas toujours avec soin le risque, faute de moyens. N'ayant guère à se soucier de minimiser le risque de non-remboursement, les prêteurs pourraient être plus disposés à financer des prêts qui présentent des risques commerciaux supérieurs à la normale, et donc à augmenter la part des garanties à haut risque dans le portefeuille de l'État.
- (5) Selon l'Autorité de surveillance AELE, il faut que 20% au moins du prêt ne soit pas couvert par une garantie de l'État pour que le prêteur soit incité à apprécier avec soin le degré de solvabilité de l'emprunteur⁽⁵⁾, à assurer correctement ses prêts et à minimiser le risque associé à la transaction⁽⁶⁾. L'Autorité de surveillance AELE examinera donc soigneusement, en général, les garanties couvrant la totalité (ou la quasi-totalité) d'une transaction financière.
- (6) Dans le cas d'un régime public de garanties, les caractéristiques spécifiques de chaque cas ne sont pas forcément connues au moment où le régime doit être apprécié. Dans ces conditions, l'élément d'aide doit être évalué en se fondant sur des dispositions du régime relatives entre autres au montant maximal et à la durée des prêts, à la catégorie d'entreprises et au type de projets couverts, aux sûretés exigées des emprunteurs, à la prime à verser et aux taux d'intérêt obtenus par ceux-ci.

17.4. *Conditions excluant l'existence d'une aide*

- (1) Une garantie individuelle de l'État ou un régime instaurant des garanties publiques ne relève pas de l'article 61, paragraphe 1, de l'accord EEE en l'absence d'aide favorisant certaines entreprises ou certaines productions. Dans de tels cas, il n'est pas nécessaire pour l'État de l'AELE de procéder à une notification. De même, une garantie ne constitue pas une aide d'État relevant de l'article 61, paragraphe 1, de l'accord EEE lorsqu'elle n'affecte pas les échanges entre les parties contractantes.
- (2) L'Autorité de surveillance AELE considère qu'une garantie individuelle de l'État ne constitue pas une aide d'État relevant de l'article 61, paragraphe 1, de l'accord EEE lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies:
- l'emprunteur ne se trouve pas en difficulté sur le plan financier;
  - l'emprunteur pourrait en principe obtenir un prêt aux conditions de marché sur les marchés financiers sans intervention de l'État;
  - la garantie est attachée à une opération financière précise, porte sur un montant maximal déterminé, ne couvre pas plus de 80% du solde restant dû du prêt ou d'une autre obligation financière (sauf s'il s'agit de titres obligataires et instruments similaires) et n'est pas illimitée;
  - la garantie donne lieu au paiement d'une prime au prix du marché (qui est entre autres fonction du montant et de la durée de la garantie, de la sûreté donnée par l'emprunteur, de sa situation financière, du secteur d'activité et des perspectives, des taux de défaillance et d'autres conditions économiques).
- (3) L'Autorité de surveillance AELE considère qu'un régime public de garanties ne constitue pas une aide d'État relevant de l'article 61, paragraphe 1, de l'accord EEE lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies:
- le régime ne permet pas l'octroi de garanties à des emprunteurs en difficulté financière;
  - les emprunteurs pourraient en principe obtenir un prêt aux conditions de marché sur les marchés financiers sans intervention de l'État;
  - les garanties sont attachées à une opération financière précise, portent sur un montant maximal déterminé, ne couvrent pas plus de 80% du solde restant dû du prêt ou d'une autre obligation financière (sauf s'il s'agit de titres obligataires et instruments similaires) et ne sont pas illimitées;

⁽⁵⁾ Ceci supposant qu'une sûreté égale soit apportée par l'entreprise à l'État et à l'institution de crédit.

⁽⁶⁾ Il ressort des réponses faites à un questionnaire sur les garanties publiques dans les États de l'AELE que ce principe n'est appliqué que dans une certaine mesure. La plupart des garanties couvrent le montant total de l'opération financière sous-jacente, ce qui dispense l'établissement financier de procéder, dans son propre intérêt, à une évaluation correcte du degré de solvabilité du bénéficiaire.

- d) les modalités du régime sont établies sur la base d'une évaluation réaliste du risque pour en assurer, selon toute probabilité, l'autofinancement grâce aux primes versées par les entreprises bénéficiaires;
  - e) le régime prévoit les modalités selon lesquelles les garanties seront accordées et dispose que son financement général fera l'objet d'un examen au moins une fois par an;
  - f) les primes couvrent à la fois les risques normaux associés à l'octroi des garanties et les coûts administratifs du régime et permettent une rémunération normale du capital initial éventuellement fourni par l'État pour le démarrage du régime.
- (4) Le non-respect de l'une quelconque des conditions prévues aux points 17.4 (2) et 17.4 (3) n'entraîne pas automatiquement la qualification d'aide d'État pour la garantie ou le régime en question. En cas de doute quant au fait de savoir si un projet de garantie ou de régime constitue une aide d'État, ledit projet doit être notifié.
- (5) Dans certaines situations, la garantie de l'État a pour objet de permettre à des entreprises, notamment les petites et moyennes entreprises (PME), d'obtenir des prêts que le marché ne leur offrirait pas. Les entreprises qui sont en phase de démarrage, qui connaissent une croissance rapide ou sont de petite dimension ne sont pas en mesure de constituer les sûretés nécessaires pour garantir le prêt ou obtenir une garantie. Elles peuvent relever de la catégorie des entreprises à haut risque (dont le seuil de rentabilité ne peut être atteint qu'à long terme et/ou dont le taux de défaillance est particulièrement élevé). Tel peut être le cas, par exemple, lorsque les projets portent sur des produits ou des procédés nouveaux et innovants. Selon l'Autorité de surveillance AELE, ces circonstances n'ont généralement pas pour effet de soustraire les aides à l'application de l'article 61, paragraphe 1, de l'accord EEE. Les garanties publiques qui sont offertes dans de telles conditions doivent donc, tout comme les autres, être notifiées en temps utile à l'Autorité de surveillance AELE.

17.5. **Compatibilité d'une aide d'État accordée sous forme de garantie avec le fonctionnement de l'accord EEE**

- (1) Les garanties de l'État relevant de l'article 61, paragraphe 1, de l'accord EEE doivent être examinées par l'Autorité de surveillance AELE afin que celle-ci détermine si elles sont compatibles ou non avec le fonctionnement de l'accord EEE. L'Autorité de surveillance AELE doit à cet effet connaître le bénéficiaire de l'aide. Comme cela a été souligné au point 17.2, ce peut être soit l'emprunteur, soit le prêteur, soit les deux.
- (2) La plupart du temps, la garantie contient une aide à l'emprunteur (point 17.2.1). L'Autorité de surveillance AELE examine la compatibilité éventuelle de cette aide avec le fonctionnement de l'accord EEE selon les règles qui sont appliquées à d'autres formes d'aide. Elle a précisé et détaillé les critères concrets d'appréciation de cette compatibilité dans les chapitres du présent encadrement qui ont trait aux aides à finalité horizontale, régionale et sectorielles. L'examen prend notamment en compte l'intensité de l'aide, les caractéristiques des bénéficiaires et les objectifs poursuivis.
- (3) L'Autorité de surveillance AELE n'acceptera les garanties que si leur mobilisation est subordonnée contractuellement à des conditions spécifiques pouvant aller jusqu'à la déclaration obligatoire de la faillite de l'entreprise bénéficiaire ou une procédure analogue. Ces conditions doivent être convenues lors de l'examen initial de la garantie envisagée auquel l'Autorité de surveillance AELE procède, dans le cadre des procédures normales prévues par l'article 1^{er}, paragraphe 3, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice, au stade de l'octroi. S'il arrive qu'un État de l'AELE désire mobiliser la garantie à des conditions différentes de celles initialement convenues au stade de l'octroi, l'Autorité de surveillance AELE considérera alors que la mobilisation de la garantie donne naissance à une aide nouvelle qui doit être notifiée conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 3, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice.
- (4) Il convient de rappeler que, lorsque la garantie contient une aide au prêteur (point 17.2.2), une telle aide peut, en principe, constituer une aide au fonctionnement.

17.6. **Conséquences des infractions à l'article 1^{er}, paragraphe 3, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice**

- (1) Si un État de l'AELE ne respecte pas l'obligation de notification préalable et de suspension prévue par l'article 1^{er}, paragraphe 3, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice, l'élément d'aide de la garantie doit être qualifié d'illégal, conformément au chapitre 6 du présent encadrement. Pour ce qui est des conséquences des infractions à l'article 1^{er}, paragraphe 3, troisième phrase, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice, il convient de distinguer plusieurs cas de figure. La position du bénéficiaire de l'aide et celle des prêteurs qui n'en sont pas bénéficiaires seront examinées successivement ci-après.

- (2) Premièrement, si une aide a été accordée illégalement, les bénéficiaires de l'aide contenue dans la garantie courent un risque. L'Autorité de surveillance AELE peut prendre des mesures provisoires en application du chapitre 6, point 6.2.1, du présent encadrement, en attendant l'issue de l'examen de la compatibilité de l'aide. Si, après cet examen, l'Autorité de surveillance AELE conclut que l'aide de l'État est incompatible avec le fonctionnement de l'accord EEE, elle ordonnera généralement à l'État de récupérer l'aide auprès du bénéficiaire, conformément au chapitre 6, point 6.2.3, du présent encadrement, même si cela amène l'entreprise à se déclarer en faillite.
- (3) En outre, les bénéficiaires de l'aide courent aussi un risque au niveau national, dans la mesure où les juridictions nationales ont pour rôle de sauvegarder les droits qui découlent pour les particuliers de l'interdiction énoncée dans la clause de suspension de l'article 1^{er}, paragraphe 3, dernière phrase, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice, qui a été transposé en conséquence dans le droit national des États de l'AELE. Le fait que l'article 1^{er}, paragraphe 3, dernière phrase, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice ait été transposé dans le droit national des États de l'AELE confère aux juridictions nationales des pouvoirs suffisants pour garantir le respect de la clause de suspension⁽⁷⁾. Les juridictions nationales doivent tirer toutes les conclusions qui s'imposent de l'illégalité des aides octroyées en violation des règles de procédure de l'accord Surveillance et Cour de justice. S'il est demandé à une juridiction nationale d'ordonner la récupération de l'aide illégale, elle doit normalement faire droit à cette demande⁽⁸⁾.
- (4) Deuxièmement, les garanties diffèrent des autres aides d'État comme les subventions ou les exonérations fiscales, dans la mesure où, lorsqu'il s'agit d'une garantie, l'État contracte aussi un lien juridique avec le prêteur. Il convient donc d'examiner si le fait qu'une aide d'État ait été illégalement octroyée a aussi des conséquences à l'égard des tiers. En cas de garanties de l'État accordées pour des prêts, cela concerne principalement les institutions financières. En cas de garanties couvrant des obligations émises pour financer des entreprises, cela concerne les institutions financières qui s'occupent de l'émission de ces obligations.
- (5) La question de savoir si l'illégalité de l'aide affecte le lien juridique qui existe entre l'État et les tiers relève du droit national. Il peut arriver que les juridictions nationales doivent examiner si le droit interne empêche d'honorer les contrats de garantie, et l'Autorité de surveillance AELE considère que leur appréciation doit tenir compte de la violation du droit de l'EEE. Les prêteurs peuvent donc avoir intérêt à vérifier, par mesure de précaution systématique, si les règles de l'EEE en matière d'aides d'État ont bien été respectées lorsque des garanties sont accordées. L'État de l'AELE doit pouvoir fournir un numéro de cas attribué par l'Autorité de surveillance AELE pour chaque cas ou chaque régime et, éventuellement, une copie non confidentielle de la décision de l'Autorité de surveillance AELE avec la référence correspondante à la section EEE et au supplément EEE du *Journal officiel des Communautés européennes*. L'Autorité de surveillance AELE, pour sa part, fera tout ce qui est en son pouvoir pour fournir des informations transparentes sur les cas et les régimes qu'elle a autorisés.

17.7. **Rapports à présenter à l'Autorité de surveillance AELE par les États de l'AELE**

- (1) Étant donné que de nouveaux développements peuvent se produire sur les marchés financiers et que la valeur des garanties de l'État est difficile à évaluer, il est particulièrement important de procéder à l'examen permanent, au regard de l'article 62, paragraphe 1, de l'accord EEE, des régimes publics de garanties approuvés par l'Autorité de surveillance AELE. Outre les données habituelles sur les dépenses, les rapports, qui devront être présentés annuellement à l'Autorité de surveillance AELE, devraient contenir (tant pour les régimes que pour les garanties individuelles) des informations portant sur le montant total des garanties de l'État non encore remboursé, sur le montant total payé au cours de l'année précédente par l'État aux débiteurs défaillants (net de toute somme récupérée) et sur les primes versées pour les garanties publiques au cours de la même année. Ces informations aideront à calculer le taux de défaillance et permettront de réévaluer la valeur des garanties futures et, au besoin, le montant de la prime devant être payée à l'avenir.
- (2) L'Autorité de surveillance AELE n'a pas l'intention d'utiliser les informations fournies dans les rapports susmentionnés (et qui n'étaient pas connues ou prévisibles au moment où elle adoptait ses décisions) pour revenir sur ses conclusions initiales concernant l'existence ou l'importance des aides contenues dans des régimes de garanties publiques. L'Autorité de surveillance AELE pourrait cependant se servir de ces informations pour proposer à un État de l'AELE des mesures utiles, en application de l'article 1^{er}, paragraphe 1, du protocole 3 de l'accord Surveillance et Cour de justice, afin de modifier un régime existant.»

⁽⁷⁾ Voir à cet égard le chapitre 9A du présent encadrement (qui traite de la coopération entre les juridictions nationales et l'Autorité de surveillance AELE dans le domaine des aides d'État).

⁽⁸⁾ Voir l'affaire C-39/94, Syndicat français de l'Express International (SFEI) et autres contre La Poste et autres, Rec. 1996, p. I-3547.

RECOMMANDATION DE L'AUTORITÉ DE SURVEILLANCE AELE**n° 67/00/COL****du 24 mars 2000**

concernant un programme coordonné de contrôle pour 2000 visant à garantir le respect des teneurs maximales en résidus de pesticides dans et sur les céréales et certains produits d'origine végétale, y compris les fruits et légumes

L'AUTORITÉ DE SURVEILLANCE AELE,

vu l'accord EEE, et notamment son article 109 et son protocole 1,

vu l'accord relatif à l'institution d'une Autorité de surveillance et d'une Cour de justice, et notamment son article 5, paragraphe 2, point b), et son protocole 1,

vu l'acte auquel il est fait référence au point 38 du chapitre XII de l'annexe II de l'accord EEE concernant la fixation de teneurs maximales pour les résidus de pesticides sur et dans les céréales (directive 86/362/CEE du Conseil) ⁽¹⁾, et notamment son article 7, paragraphe 2, point b),

vu l'acte auquel il est fait référence au point 54 du chapitre XII de l'annexe II de l'accord EEE concernant la fixation de teneurs maximales pour les résidus de pesticides sur ou dans certains produits d'origine végétale, y compris les fruits et légumes (directive 90/642/CEE du Conseil) ⁽²⁾, et notamment son article 4, paragraphe 2, point b),

après avoir consulté le comité des denrées alimentaires de l'AELE, qui assiste l'Autorité de surveillance AELE,

considérant que l'article 7, paragraphe 2, point b), de la directive 86/362 et l'article 4, paragraphe 2, point b), de la directive 90/642 prévoient que, pour le 31 décembre de chaque année, l'Autorité de surveillance AELE soumet au comité des denrées alimentaires de l'AELE, qui assiste l'Autorité de surveillance AELE, une recommandation aux États de l'AELE établissant un programme de contrôle coordonné visant à assurer le respect des teneurs maximales en résidus de pesticides fixées aux annexes II desdites directives;

considérant qu'il convient que l'Autorité de surveillance AELE recommande un programme de contrôle chaque année; que l'expérience acquise par la Commission européenne et les États membres en matière d'établissement, d'exécution et de notification des résultats des précédents programmes annuels coordonnés de contrôle indique que les programmes pluriannuels se révèlent la solution la plus efficace et la plus pratique; qu'il semble approprié d'indiquer dans la présente recommandation le cadre des programmes futurs;

considérant qu'il convient que l'Autorité de surveillance AELE s'efforce de parvenir progressivement à un système qui permette d'évaluer l'exposition diététique effective aux pesticides, comme prévu au deuxième alinéa de l'article 7, paragraphe 3, de la directive 86/362 et au deuxième alinéa de l'article 4, paragraphe 3, de la directive 90/642; que, pour faciliter l'examen de la possibilité d'effectuer de telles évaluations, il convient que des données soient disponibles sur le contrôle des résidus de pesticides dans un certain nombre de produits alimentaires constituant de grands composants des régimes alimentaires européens; que, compte tenu des ressources disponibles à l'échelle nationale pour le contrôle des résidus de pesticides, les États de l'AELE ne sont en mesure d'analyser que des échantillons de quatre ou cinq produits par an dans le cadre d'un programme coordonné de contrôle; qu'il convient que chaque pesticide soit contrôlé en règle générale dans vingt produits alimentaires au cours d'une série de cycles quinquennaux;

considérant que les résidus dont le contrôle est recommandé en 2000 permettront d'examiner la possibilité d'utiliser les données concernant les pesticides acéphate, groupe des bénomyls, chlorpyrifos, iprodione et méthamidophos, étant donné que ces composants (définis comme relevant du groupe A à l'annexe I) ont déjà été soumis à un contrôle de 1996 à 1999 en vue de l'évaluation de l'exposition diététique effective;

⁽¹⁾ Ci-après dénommée «directive 86/362».

⁽²⁾ Ci-après dénommées «directive 90/642».

considérant que les résidus dont le contrôle est recommandé en 2000 et 2001 permettront d'examiner la possibilité d'utiliser les données concernant les pesticides diazinon, métalaxyl, méthidathion, thiabendazole et triazophos, étant donné que ces composants (définis comme relevant du groupe B à l'annexe I) ont déjà été soumis à un contrôle de 1997 à 1999 en vue de l'évaluation de l'exposition diététique effective;

considérant que les résidus dont le contrôle est recommandé en 2000, 2001 et 2002 permettront d'examiner la possibilité d'utiliser les données concernant les pesticides chlorpyrifos-méthyle, deltaméthrine, endosulfan, imazalil, lambda-cyhalothrine, groupe des manèbes, mécarbam, perméthrine, pirimiphos-méthyle et vinclozoline, étant donné que ces composants (définis comme relevant du groupe C à l'annexe I) ont déjà été soumis à un contrôle en 1998 et en 1999 en vue de l'évaluation de l'exposition diététique effective;

considérant qu'une approche statistique systématique s'impose pour les nombres d'échantillons à prélever au cours de l'exercice coordonné spécifique; qu'une telle approche a été établie par la commission du *Codex Alimentarius*⁽³⁾. Sur la base d'une distribution de probabilité binomiale, il peut être calculé que l'analyse d'un nombre total de 459 échantillons permet de détecter, avec un taux de fiabilité de 99 %, un échantillon contenant des résidus de pesticides dépassant la limite de détection si on suppose que 1 % des produits d'origine végétale contiennent des résidus dépassant la limite de détection; qu'il convient que le nombre total d'échantillons à prélever par chaque État de l'AELE soit calculé sur la base de la population et du nombre de consommateurs, avec un minimum de douze échantillons par produit et par an;

considérant que le projet de lignes directrices concernant les procédures de contrôle de la qualité applicables aux analyses de résidus de pesticides, publié à l'annexe II⁽⁴⁾ de la recommandation concernant le programme de contrôle 1999, a été débattu par les experts des États membres à Oeiras, au Portugal, les 15 et 16 septembre 1997, et par le sous-groupe «Résidus de pesticides» du groupe de travail «Législation phytosanitaire», qui en a pris acte, les 20 et 21 novembre 1997; que les États membres conviennent de ce que ce projet de lignes directrices devrait être mis en œuvre dans la mesure du possible par les laboratoires d'analyse des États membres et réexaminé à la lumière de cette expérience;

considérant que l'article 4, paragraphe 2, point a), de la directive 90/642 prévoit que les États de l'AELE précisent les critères appliqués à l'élaboration de leurs programmes d'inspection nationaux lorsqu'ils transmettent à l'Autorité de surveillance AELE les informations relatives à l'exécution de ces programmes au cours de l'année précédente; que ces informations doivent inclure les critères appliqués pour déterminer les nombres d'échantillons à prélever et d'analyses à effectuer, les seuils à partir desquels les résidus sont notifiés et les critères sur la base desquels ces seuils ont été fixés; qu'il convient que des précisions soient fournies concernant l'agrément, au sens des dispositions de l'acte auquel il est fait référence au point 54n du chapitre XII de l'annexe II de l'accord EEE concernant des mesures additionnelles relatives au contrôle officiel des denrées alimentaires (directive 93/99/CEE du Conseil)⁽⁵⁾, des laboratoires effectuant les analyses;

considérant que les informations relatives aux résultats des programmes de contrôle se prêtent particulièrement bien au traitement, au stockage et à la transmission électronique/informatique des données; que la Commission a mis au point des formats pour la transmission des données sur disquettes aux États membres; que le même format pourrait être utilisé par les États de l'AELE; que les États de l'AELE devraient donc être en mesure de transmettre leurs rapports à l'Autorité de surveillance AELE dans le format standard; que c'est par l'élaboration de lignes directrices que ce format standard peut être le mieux développé;

considérant que le Liechtenstein devra se conformer aux dispositions des actes auxquels il est fait référence au chapitre XII de l'annexe II de l'accord EEE avant le 1^{er} janvier 2000; que, par conséquent le Liechtenstein est inclus dans le champ d'application de la présente recommandation pour 2000,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE RECOMMANDATION:

Il est recommandé à l'Islande, au Liechtenstein et à la Norvège:

1. de prélever et d'analyser les combinaisons de produits et de résidus de pesticides établies à l'annexe I, sur la base d'un objectif de douze échantillons de chaque produit, en veillant, le cas échéant, à refléter

⁽³⁾ *Codex Alimentarius*, Résidus de pesticides dans les denrées alimentaires, Rome, 1994, ISBN 92-5-203272-1, volume 2, p. 372.

⁽⁴⁾ Autorité de surveillance AELE, document n° 99-899-D.

⁽⁵⁾ Ci-après dénommée «directive 93/99».

la part nationale, celle de l'EEE et celle des pays tiers sur le marché de l'État de l'AELE; pour un pesticide au moins, présentant éventuellement un risque aigu, un des produits sera soumis à une analyse individuelle des éléments de l'échantillon composite: deux échantillons d'un nombre approprié d'éléments seront prélevés, provenant si possible d'un seul producteur; si le premier échantillon composite révèle un niveau décelable de pesticides, les éléments du deuxième échantillon seront analysés individuellement; en 2000, cette analyse portera notamment sur les combinaisons concombres/méthamido-phos et/ou poires/chlormequat;

2. de notifier, pour le 31 août 2000, les résultats de la partie de l'exercice spécifique prévue pour 2000 à l'annexe I, en indiquant les méthodes d'analyse appliquées et les seuils de notification atteints, conformément aux procédures de contrôle de la qualité définies à l'annexe II de la recommandation de l'Autorité de surveillance AELE pour l'année 1999, dans le format présenté à l'annexe III de cette recommandation;
3. de transmettre à l'Autorité de surveillance AELE et aux États de l'EEE/AELE, pour le 31 août 2000, toutes les informations visées à l'article 7, paragraphe 3, de la directive 86/362 et à l'article 4, paragraphe 3, de la directive 90/642 concernant l'exercice de contrôle de 1999 afin de garantir, au moins par une vérification par sondage, le respect des teneurs maximales en résidus de pesticides, et notamment:
  - 3.1. — les résultats de leurs programmes nationaux concernant les pesticides énumérés à l'annexe II des directives 86/362 et 90/642 au regard des teneurs harmonisées et, si ces dernières n'ont pas encore été fixées à l'échelle communautaire, au regard des teneurs nationales en vigueur,
  - 3.2. — des informations sur les procédures de contrôle de la qualité de leurs laboratoires, et notamment des informations concernant certains aspects des lignes directrices relatives aux procédures de contrôle de la qualité applicables aux analyses de résidus de pesticides qu'ils n'ont pas été en mesure d'appliquer ou qu'ils ont eu des difficultés à appliquer,
  - 3.3. — des informations sur l'agrément conformément aux dispositions de l'article 3 de la directive 93/99 (notamment le type d'agrément, l'organisme d'agrément et une copie du certificat d'agrément) des laboratoires effectuant les analyses.
4. L'Islande, le Liechtenstein et la Norvège sont destinataires de la présente recommandation.

Fait à Bruxelles, le 24 mars 2000.

Par l'Autorité de surveillance AELE
Hannes HAFSTEIN
Membre du Collège

ANNEXE I

Combinaisons de pesticides et de produits à contrôler au cours de l'exercice spécifique visé au point 1 de la recommandation

Résidus de pesticides à analyser	Années ⁽¹⁾			
	2000	2001	2002	2003
Groupe A				
Acéphate	(a)			
Groupe des bénomyls	(a)			
Chlorpyriphos	(a)			
Iprodione	(a)			
Méthamidophos	(a)			
Groupe B				
Diazinon	(a)	(b)		
Métalaxyl	(a)	(b)		
Méthidathion	(a)	(b)		
Thiabendazole	(a)	(b)		
Triazophos	(a)	(b)		
Groupe C				
Chlorpyriphos-méthyle	(a)	(b)	(c)	
Deltaméthrine	(a)	(b)	(c)	
Endosulfan	(a)	(b)	(c)	
Imazalil	(a)	(b)	(c)	
Lambda-cyhalothrine	(a)	(b)	(c)	
Groupe des manèbes	(a)	(b)	(c)	
Mécarbam	(a)	(b)	(c)	
Perméthrine	(a)	(b)	(c)	
Primiphos-méthyle	(a)	(b)	(c)	
Vinclozoline	(a)	(b)	(c)	

Résidus de pesticides à analyser	Années ⁽¹⁾			
	2000	2001	2002	2003
Groupe D				
Azinphos-méthyle		(b)	(c)	(d)
Captane		(b)	(c)	(d)
Chlorothalonil		(b)	(c)	(d)
Dichlofluanide		(b)	(c)	(d)
Dicofol		(b)	(c)	(d)
Diméthoate		(b)	(c)	(d)
Disulfoton		(b)	(c)	(d)
Folpet		(b)	(c)	(d)
Malathion		(b)	(c)	(d)
Ométhoate		(b)	(c)	(d)
Oxydéméton-méthyle		(b)	(c)	(d)
Phorate		(b)	(c)	(d)
Procymidone		(b)	(c)	(d)
Propyzamide		(b)	(c)	(d)
Thiométon		(b)	(c)	(d)
Groupe E				
Aldicarbe			(c)	(d)
Bromopropylate			(c)	(d)
Cyperméthrine			(c)	(d)
Deltaméthrine			(c)	(d)
Imazalil			(c)	(d)
Lambda-cyhalothrine			(c)	(d)
Methamidophos			(c)	(d)
Méthiocarbe			(c)	(d)

Résidus de pesticides à analyser	Années ⁽¹⁾			
	2000	2001	2002	2003
Méthomyl			(c)	(d)
Monocrotophos			(c)	(d)
Parathion			(c)	(d)
Perméthrine			(c)	(d)
Pirimiphos-méthyle			(c)	(d)
Tolylfluamide			(c)	(d)
Vinclozoline			(c)	(d)

⁽¹⁾ Liste indicative pour 2001, 2002 et 2003 sous réserve des programmes qui seront recommandés pour ces années.

(a) Riz (décortiqué ou poli), concombres, choux pommés, petits pois (congelés ou frais, analysés écosés).

(b) Pommes, orge, tomates, laitues.

(c) Poires, bananes, haricots (frais ou congelés), pommes de terres.

(d) Carottes, oranges, pêches, épinards.

RECOMMANDATION DE L'AUTORITÉ DE SURVEILLANCE AELE**n° 68/00/COL****du 24 mars 2000****concernant un programme coordonné pour le contrôle officiel des denrées alimentaires pour 2000**

L'AUTORITÉ DE SURVEILLANCE AELE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen, et notamment son article 109, et son protocole 1,

vu l'accord relatif à l'institution d'une Autorité de surveillance et d'une Cour de justice, et notamment son article 5, paragraphe 2, point b), et son protocole 1,

vu l'acte auquel il est fait référence au point 50 du chapitre XII de l'annexe II de l'accord sur l'Espace économique européen relatif au contrôle officiel des denrées alimentaires (directive 89/397/CEE du Conseil du 14 juin 1989 relative au contrôle officiel des denrées alimentaires)⁽¹⁾, et notamment son article 14, paragraphe 3,

après consultation du comité des denrées alimentaires de l'AELE, qui assiste l'Autorité de surveillance AELE,

considérant qu'il est nécessaire, pour le bon fonctionnement de l'Espace économique européen, de prévoir des programmes d'inspection alimentaire coordonnés au niveau de l'EEE;

considérant que ces programmes mettent l'accent sur le respect de la législation en matière de denrées alimentaires en vigueur dans le cadre de l'accord EEE, sur la protection de la santé publique, sur les intérêts des consommateurs, ainsi que sur la loyauté des pratiques commerciales;

considérant que l'article 3 de l'acte auquel il est fait référence au point 54n du chapitre XII de l'annexe II de l'accord EEE (directive 93/99/CEE du Conseil du 29 octobre 1993 relative à des mesures additionnelles concernant le contrôle officiel des denrées alimentaires)⁽²⁾ oblige les laboratoires visés à l'article 7 de la directive 89/397/CEE à se conformer aux critères des normes européennes EN 45000; que seuls ces laboratoires peuvent être considérés comme aptes à effectuer des analyses dans le cadre du programme coordonné de contrôles officiels;

considérant que les résultats de la mise en œuvre simultanée de programmes nationaux et de programmes coordonnés peuvent fournir des informations et une expérience qui constitueront la base des futures activités de contrôle;

considérant que le Liechtenstein devra se conformer aux dispositions des actes auxquels il est fait référence au chapitre XII de l'annexe II de l'accord EEE avant le 1^{er} janvier 2000; que, par conséquent, le Liechtenstein est inclus dans le champ d'application de la présente recommandation pour 2000;

considérant que la Commission européenne, dans sa recommandation du 22 février 2000 concernant un programme coordonné pour le contrôle officiel des denrées alimentaires pour 2000, a recommandé aux États membres de l'Union européenne d'appliquer un programme correspondant,

RECOMMANDE:

1. Au cours de l'année 2000, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège effectuent des contrôles et, si nécessaire, prélèvent des échantillons et les font analyser dans des laboratoires et effectuent des audits et/ou des inspections pour vérifier le respect des actes et mesures suivants adoptés par l'EEE:

⁽¹⁾ Ci-après dénommée «directive 89/397».

⁽²⁾ Ci-après dénommée «directive 93/99».

- a) article 3, paragraphe 2, de l'acte auquel il est fait référence au point 54j du chapitre XII de l'annexe II de l'accord EEE (directive 93/43/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative à l'hygiène des denrées alimentaires)⁽³⁾ en ce qui concerne l'application des principes du système HACCP dans certains types d'entreprises du secteur alimentaire;
  - b) chapitre IV, paragraphe 2, de l'annexe de la directive 93/43 en ce qui concerne le transport de denrées alimentaires en vrac;
  - c) acte auquel il est fait référence au point 53 du chapitre XII de l'annexe II de l'accord EEE (directive 90/496/CEE du Conseil du 24 septembre 1990 relative à l'étiquetage nutritionnel des denrées alimentaires)⁽⁴⁾ en ce qui concerne les allégations nutritionnelles pour les boissons à base de lait, les yoghourts et les boissons sans alcool aromatisés aux fruits.
2. Bien que la fréquence des prélèvements d'échantillons et/ou des inspections n'ait pas été prescrite, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège veillent à ce que ceux-ci soient effectués en nombre suffisant pour fournir dans chaque État un aperçu du sujet en question. Des propositions seront présentées pour les méthodes d'analyse.
  3. L'Islande, le Liechtenstein et la Norvège fournissent les informations demandées en respectant le format des fiches d'enregistrement jointes en annexe afin d'accroître la comparabilité des résultats.
  4. Les denrées alimentaires devant faire l'objet d'une analyse dans le cadre du présent programme seront soumises à des laboratoires qui sont conformes aux dispositions de l'article 3 de la directive 93/99.

5. Le système HACCP dans certaines entreprises du secteur alimentaire

5.1. Portée du programme

L'article 3, paragraphe 2, de la directive 93/43 oblige les entreprises du secteur alimentaire couvertes par la directive à appliquer certains principes du système HACCP (analyse des risques, points critiques pour leur maîtrise), outre les exigences générales en matière d'hygiène présentées dans l'annexe de la directive. Depuis l'entrée en vigueur de celle-ci en décembre 1995, les entreprises du secteur alimentaire sont tenues de disposer de systèmes d'analyse et de maîtrise des risques alimentaires, ces systèmes pouvant reposer sur des guides volontaires de bonnes pratiques d'hygiène. L'article 5 de la directive 93/43 invite l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège à encourager l'élaboration de guides sectoriels volontaires de bonnes pratiques d'hygiène qui tiennent compte, pour le secteur concerné, des principes généraux d'hygiène de l'annexe de la directive, ainsi que des exigences relatives à l'application des principes du système HACCP énoncés à l'article 3, paragraphe 2.

L'article 3, paragraphe 2, de la directive 93/43 s'applique à toutes les entreprises du secteur alimentaire couvertes par la directive, quelle qu'en soit la taille ou le type d'activités. Étant donné la grande diversité des entreprises devant se conformer à cette disposition, des entreprises alimentaires d'un certain type et d'une certaine taille ont été sélectionnées aux seules fins de la comparabilité des résultats. Cette sélection n'indique nullement que d'autres entreprises ont plus ou moins de responsabilités en ce qui concerne cette disposition.

5.2. Méthode

Les autorités compétentes de l'Islande, du Liechtenstein et de la Norvège visitent, dans le cadre de leurs activités normales, les catégories suivantes d'entreprises alimentaires couvertes par la directive 93/43:

- a) établissements de restauration collective/industrielle;
- b) boucheries de détail vendant directement aux consommateurs.

Les résultats du contrôle sont consignés sur les fiches d'enregistrement figurant en annexe.

⁽³⁾ Ci-après dénommée «directive 93/43».

⁽⁴⁾ Ci-après dénommée «directive 90/496».

6. Transport de denrées alimentaires en vrac

6.1. Portée du programme

Le chapitre IV de l'annexe de la directive 93/43 stipule que les denrées alimentaires en vrac à l'état liquide, granulaire ou poudreux doivent être transportées dans des réceptacles et/ou conteneurs/citernes réservés au transport de denrées alimentaires. Des dérogations à cette disposition ont été adoptées par la Commission pour deux classes de denrées alimentaires, à savoir le transport par mer d'huiles et de graisses comestibles et de sucre non raffiné; ces dérogations font à présent partie intégrante de l'accord EEE. Cette partie du programme coordonné sert à vérifier si les denrées alimentaires qui ne sont pas couvertes par les dérogations prévues à l'article 4 de la directive 93/43 sont conformes aux exigences en matière de transport.

6.2. Méthode

Les résultats des contrôles suivants sont consignés sur les fiches d'enregistrement jointes en annexe:

- dans les locaux des fabricants de denrées alimentaires en vrac d'origine non animale (huile, farine, amidon, etc.), les contrôles portent sur l'état et la propreté des réceptacles, conformément aux dispositions générales du chapitre VI de l'annexe de la directive 93/43, et les résultats des contrôles sont enregistrés. Il convient d'effectuer des contrôles pour déterminer si le fabricant a mis en place des procédures satisfaisantes pour veiller à ce que les réceptacles ou les récipients utilisés pour le transport des denrées alimentaires soient réservés aux seules denrées alimentaires,
- des contrôles sont effectués dans les locaux des transporteurs afin de vérifier, par le biais d'un examen des documents de transport et par observation directe, les types de denrées transportées.

7. Étiquetage nutritionnel

7.1. Portée du programme

La directive 90/496 définit des exigences particulières en ce qui concerne l'étiquetage des éléments nutritifs présents dans une denrée alimentaire lorsque l'étiquetage ou la présentation du produit comporte une allégation nutritionnelle. Sont exclues les denrées alimentaires destinées à une alimentation particulière qui sont couvertes par l'acte auquel il est fait référence au point 51 du chapitre XII de l'annexe II de l'accord EEE (directive 89/398/CEE du Conseil du 3 mai 1989 relative au rapprochement des législations des États membres concernant les denrées alimentaires destinées à une alimentation particulière) ⁽⁵⁾.

7.2. Méthode

Pour deux catégories de denrées alimentaires (jus de fruits et de légumes, boissons à base de lait et yoghourts aromatisés aux fruits) dont l'étiquette comporte des allégations concernant certaines qualités nutritionnelles, il convient de prélever des échantillons afin de déterminer si l'allégation nutritionnelle est autorisée et si le libellé est conforme aux dispositions de la directive 90/496. En outre, les échantillons sont analysés pour déterminer si les valeurs indiquées dans l'allégation nutritionnelle sont exactes ou se situent dans des tolérances acceptables. Les résultats sont consignés sur les fiches d'enregistrement jointes en annexe.

Fait à Bruxelles, le 24 mars 2000.

Par l'Autorité de surveillance AELE

Hannes HAFSTEIN

Membre du Collège

⁽⁵⁾ Ci-après dénommée «directive 89/398».